

# DK NEWS

**Horaire des prières**

Fajr : 03h42 Dohr : 12h45  
 Asr : 16h35 Maghreb : 19h57 Isha : 21h34

**Iftar : 19h57**  
**Imsak : 03h42**

**MÉTÉO**

Alger : 23° 13°  
 Oran : 24° 15°  
 Annaba : 22° 12°  
 Béjala : 22° 14°  
 Tamanrasset : 36° 22°

[www.dknews-dz.com](http://www.dknews-dz.com)

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 20 mai 2019 - 15 Ramadhan 1440 - N° 2219 - 6<sup>e</sup> année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

<p>ALGÉRIE-NIGER</p> <p><b>Le Premier ministre nigérien en visite officielle en Algérie</b></p> <p>P. 24</p>	<p>ALGÉRIE-OPEP</p> <p><b>Arkab : «Les efforts conjoints des pays à l'origine de la stabilisation des marchés pétroliers»</b></p> <p>P. 7</p>	<p>DEPUIS HIER ET JUSQU'AU 22 MAI</p> <p><b>M. Miraoui à Genève pour participer à la 72<sup>e</sup> Assemblée mondiale de la Santé</b></p> <p>P. 24</p>
--	---	---

## Marches pacifiques des étudiants dans plusieurs wilayas du pays pour appuyer les revendications populaires

Des étudiants issus de nombre de wilayas du pays ont organisé marches et sit-in pacifiques pour appuyer les revendications du Hirak populaire et réaffirmer leur attachement et leur implication dans les questions nationales, ont constaté les journalistes de l'APS.

P. 3



<p><b>INFRACTIONS DOUANIÈRES :</b></p> <p><b>Les Douanes algériennes se dotent de commissions de transaction</b></p> <p>P. 5</p>	<p>SÉCURISATION DES CENTRES D'EXAMEN DE FIN D'ANNÉE</p> <p><b>Plus de 62.000 policiers mobilisés</b></p> <p>P. 24</p>	<p>ARMÉE</p> <p><b>M. Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection depuis hier à Ouargla</b></p> <p>P. 24</p>	<p><b>MDN</b></p> <p>LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE</p> <p><b>Saisie de plus de 16 qx de kif traité à Aïn Safra</b></p> <p>P. 24</p>
<p><b>SANTÉ</b></p> <p>CANICULE :</p> <p><b>Quand la pollution à l'ozone s'en mêle</b></p> <p>P.p 12-13</p>	<p><b>SPORTS</b></p> <p>BASKET-BALL / NATIONALE 1 MESSIEURS :</p> <p><b>Sixième titre consécutif pour le GS Pétroliers</b></p> <p>P. 20</p>	<p>ASSURANCE :</p> <p><b>Hausse de 4,4% du chiffre d'affaires de la SAA en 2018</b></p> <p>P. 7</p>	

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة الشؤون الدينية والأوقاف

ΠΥΝΕΣ | ΣΕΙΒΣΚΗ | ΕΘΥΒΙ Λ ΣΕΙΒΣΚΗ

قصر المعارض ، فندق السوفيتال

من 20 إلى 26 رمضان 1440 هـ

الموافق لـ 25 إلى 31 ماي 2019 م

جائزة الجزائر الدولية لحفظ القرآن ولأحياء التراث الإسلامي

المسابقة الوطنية التثجعية لصغار حفظة القرآن الكريم

جائزة الجزائر الدولية لحفظ القرآن الكريم وتفسيره

ANEP Gratuit 0077 - 20-05-2019

UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS

Projet d'une fusée porteuse de mini-satellite

Une dizaine d'étudiants de l'université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbès ont réussi à innover une fusée aux normes internationales capable de porter un mini satellite à une hauteur fixe, a-t-on appris hier du responsable de la branche d'aviation de l'université et encadreur du projet, Kaddour Kacem. En marge d'une exposition des réalisations d'étudiants, organisée au hall de l'université à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'étudiant, il a souligné que ces étudiants qui étudient dans différentes spécialités techniques et scientifiques ont conçu ce projet depuis deux ans en relevant le défi de le concrétiser par étapes. Ce projet qui enregistre un taux d'avancement appréciable, s'est concrétisé à l'initiative du professeur algérien Kherrat résidant au Canada qui l'encadre, a fait savoir M. Keddour, affirmant que ce projet peut rivaliser ceux réalisés dans le domaine, si l'on se réfère au cahier de charges.



Horaire des prières

Lundi 15 ramadhan 1440

Fajr	03:42
Dohr	12:45
Asr	16:35
Maghreb	19:57
Isha	21:34

CE MATIN AU COURRIER D'ALGER

Le rôle de la communauté estudiantine dans le mouvement populaire pacifique en débat

Le Forum du «Courrier d'Algérie», reçoit ce matin à partir de 10h30, au siège du journal sis à la Maison de la presse Abdelkader Safir de Kouba (Alger), M. Mohamed Rebah, historien et auteur du livre «Taleb Abderrahmane: Le fils du peuple», Mme Karima Boulekraouet membre du collectif des étudiants de la fac centrale d'Alger, Maya Hadj Lazib et Khaled Rezgui membres du collectif des étudiants de l'Ecole nationale polytechnique, dans le cadre d'une conférence-débat à l'occasion de la célébration de la Journée de l'étudiant qui portera sur le rôle de la communauté estudiantine dans le mouvement populaire pacifique pour le changement du système politique en place.



PROTECTION CIVILE

Campagne d'information et de sensibilisation sur les différents risques

Dans le cadre de l'exécution du programme d'action annuel relatif à la prévention des risques et à la préparation de la saison estivale de l'année en cours, la Direction générale de la Protection Civile organise à partir d'aujourd'hui à travers l'ensemble de ces unités, une campagne d'information et de sensibilisation sur les dangers de la mer, de la baignade dans les réserves d'eau, les barrages et les retenues d'eau, la prévention des feux de forêt et récoltes, l'empoisonnement scorpio-nique et les intoxications alimentaires, les accidents de la circulation.



PROGRAMME INTER-LYCÉES

Les lauréats de la 4<sup>e</sup> édition honorés



Les lauréats de la 4-ème édition du programme inter-lycées ont été récompensés dans la soirée de samedi à Alger, la première place étant revenue au lycée des mathématiques de Kouba, suivi des lycées de la wilaya de Khenchla, les écoles des cadets de la nation (Sétif) se sont quant à eux contentés de la troisième place. Etaient présents lors de la cérémonie de récompense qui a eu lieu au club culturel Aissa Messaoudi, le ministre de la Communication, porte-parole officiel du gouvernement Hassen Rabehi, le ministre de l'éducation Abdelhakim Belabed ainsi que plusieurs officiers supérieurs.

ESPLANADE DES ARTISTES

Qaâda chaâbi avec Nasreddine Gueliz

Les soirées chaâbi se poursuivent au Carrefour des artistes du Port d'Alger (Tahtat El Fananine), avec ce soir à partir de 22h30, une Qaâda avec l'artiste Nasreddine Gueliz.



Météo

	Max	Min
Alger	23°	13°
Oran	24°	15°
Annaba	22°	12°
Béjaïa	22°	14°
Tamanrasset	36°	22°

THÉÂTRE DES SABLETTES

Gala de variétés

Les nuits du Ramadhan s'enchaînent au niveau du théâtre de plein air Sid Ali Kouret de la Promenade des Sablettes avec ce soir à partir de 22h30, un gala de variétés algériennes animé par le trio Samy Zeriah, Mohamed Laâraf et Halim El Assimi.



SÛRETÉ NATIONALE

62 714 policiers mobilisés pour la sécurisation des examens de fin d'année

En prévision du déroulement des examens de fin d'année scolaire 2018/2019, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a pris une série de mesures sécuritaires visant à garantir le bon déroulement des épreuves de fin de cycles moyen et secondaire pour l'année 2019, en mobilisant 62 714 policiers à travers l'ensemble du territoire national pour veiller à la sécurisation des 11 937 centres d'examens, a indiqué hier dans un communiqué la Cellule de communication et presse de la DGSN. Ces mesures se déclinent par le renforcement sur le terrain de la présence des forces de police notamment dans les périmètres extérieurs des centres d'examens, l'escorte des opérations de transport et de distribution des sujets d'examens ainsi que des feuilles de réponses. En sus, des formations sécuritaires mobiles et pédestres seront déployées lors de chaque début et de fin d'examen, moments qui enregistrent une grande affluence de la part des candidats et de leurs familles, afin d'assurer la fluidité de la circulation à travers l'ensemble du réseau routier qui mène aux centres d'examens et mettre un terme au stationnement anarchique. Dans le même contexte, l'ensemble des moyens techniques modernes seront exploités pour soutenir les formations sécuritaires mobilisées à cette occasion.



CE SOIR AU TNA

Concert de malouf

A l'occasion de la sortie du coffret musical et dans le cadre des soirées du mois de ramadan organisées par l'Office national des droits d'auteurs et les droits voisins (ONDA), Abbas Righi sera en concert ce soir à partir de 22h au théâtre national d'Alger Mahiédinne Bachtarzi (TNA).



DEMAIN AU THÉÂTRE D'ALGER CENTRE

One man show de Kamel Abdat

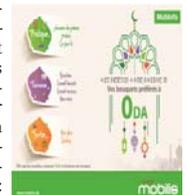


L'humoriste Kamel Abdat présentera son one man show demain mardi 21 mai à partir de 22h30 au niveau du théâtre d'Alger Centre.

PROMOTION RAMADHAN

Vos bouquets MobInfo préférés à ODA !

Durant ce mois sacré, Mobilis offre à ses clients la possibilité d'adhérer gratuitement à l'ensemble des bouquets MobInfo. MobInfo est un service qui permet de recevoir quotidiennement par SMS un contenu riche lié aux différents thèmes proposés. Pratique/Bouquets info Pratique: Horaires de prière Imsak/Iftar, Personnalité du jour, Trucs et astuces, Ce jour là, météo, Femme/ Bouquets conseil: Conseil Maman, Conseil beauté/Mode, Bien être. Bouquet Cuisine: Recette du jour, Recette Oum Walid. Divertissement /Bouquets savoir utile: Le saviez-vous?, Sortie, jeux vidéo/ Bouquet Fun: Traditions, Proverbe. Foot/Bouquets Foot: Football Algérien & Africain, Football international, Equipe Nationale, Score Live. Culture /Bouquets Actu culturel: Actu Musique, Science High-tech, Livre/ Bouquet sortie: Cinéma, Bon plan Info Economique /Bouquets Eco: Économie Nationale, Économie Internationale, Taux de change, Cours de bourse, Prix matières premières. Info/Bouquets Info: National, International, Sport /National & International, Société. Pour souscrire aux bouquets souhaités, composez \*620# ou par SMS au 620. Profitez-en ! Sahara Ramadhankour.



## JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT: Marches pacifiques des étudiants dans plusieurs wilayas du pays pour appuyer les revendications populaires

Des étudiants issus de nombre de wilayas du pays ont organisé marches et sit-in pacifiques pour appuyer les revendications du Hirak populaire et réaffirmer leur attachement et leur implication dans les questions nationales, ont constaté les journalistes de l'APS.

Dans l'Ouest du pays, les universitaires, par centaines, ont saisi l'occasion de la célébration annuelle de la Journée nationale de l'étudiant, en date du 19 mai, pour marcher pacifiquement en masse brandissant des banderoles et réitérant des slogans appelant au changement radical du système, au départ de ses symboles, à la lutte contre la corruption et pour une justice indépendante.

Appuyant les revendications du mouvement populaire, les étudiants d'Oran et de Ain Temouchent ont appelé à rejeter le rendez-vous du 4 juillet (date de l'élection présidentielle) tout en réaffirmant leur détermination à poursuivre leur protestation jusqu'à satisfaction des desiderata du Hirak. Les universitaires de Tlemcen, Nâama et Sidi Bel Abbes, drapeau national



hissé haut et sillonnant les artères principales depuis leurs campus jusqu'aux centres villes de leurs wilayas respectives, ont entonné des chants patriotiques, scandé des slogans appelant à l'instauration d'un Etat de droit géré par

des personnalités honnêtes et crédibles et exprimé leur soutien au Hirak et à l'ANP. A Nâama, les festivités officielles marquant cette Journée nationale ont été annulées.

Les étudiants qui ont exprimé leur soutien au

Hirak, se sont opposés à la présence des autorités locales dans l'enceinte universitaire. Dans l'Est du pays, plus précisément dans la wilaya de Skikda, les étudiants de l'université 20 août 1955 ont organisé une marche imposante à l'occasion du 63ème anniversaire de la Journée de l'étudiant (19 mai) réitérant les revendications de changement du système.

Les étudiants ont marché de l'université centrale jusqu'à la place 1er novembre 1954, au centre ville, arborant des banderoles pour réclamer mordicus "le départ des symboles du système corrompu" et rejeter les élections du 4 juillet prochain. Les étudiants, entonnant des chants patriotiques ont réaffirmé leur détermination à continuer le Hirak jusqu'à la satisfaction de toutes les revendications.

## Des centaines d'étudiants marchent à Alger pour revendiquer le changement du régime

Des centaines d'étudiants ont organisé, hier, une marche pacifique en sillonnant les ruelles attenantes à la Faculté centrale d'Alger, à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant, célébrée le 19 mai, pour exprimer leur attachement aux revendications du hirak populaire appelant au départ du système.

Malgré le jeune, les étudiants se sont rassemblés, très tôt dans la matinée, devant la Faculté centrale venus des différents instituts et universités, à l'instar de Bab Ezzouar, de Bouzaréah, des instituts de langues, de l'Ecole nationale polytechnique et de l'Université de Boumerdes pour se rendre au tribunal de Sidi M'hamed sis rue Abane Ramdane où il ont scandé des slogans appelant à l'indépendance de la justice et

au jugement des corrompus. A l'entrée principale de la Faculté centrale, les étudiants scandaient des slogans exprimant leur rejet du système et appelant à l'unité du peuple et de l'Armée nationale populaire (ANP), portant des photos du chahid Taleb Abderrahmane, symbole de sacrifice pour l'indépendance de l'Algérie. Réitérant leur refus de l'organisation de l'élection présidentielle le 4 juillet, les étudiants ont appelé à "la transition démocratique et l'édification d'un Etat de droit et de libertés", scandant l'hymne national et des chants patriotiques.

Un imposant dispositif sécuritaire a été déployé au niveau des ruelles parallèles à la grande poste et à la Faculté centrale.

## SITUATION POLITIQUE: Le FFS appelle à la tenue d'une «conférence nationale de concertation et de dialogue»

Le Front des forces socialistes (FFS) a appelé, hier, à la tenue d'une «conférence nationale de concertation et de dialogue» regroupant les forces vives du changement démocratique dans des «délais raisonnables». Cette rencontre «servira d'assise et de rampe de lancement à un vrai pacte politique consensuel qui définira par la suite les contours du processus de transition démocratique dans le pays», a précisé le parti dans une déclaration signée par son Premier secrétaire national, Hakim Belahcel. «Soucieux de l'impératif du succès de cette initiative de rap-

prochement politique et conscient de sa portée sur le devenir du pays», le FFS propose que cette première rencontre se tienne «sans préalables et sans conditions». Le parti qui note «avec beaucoup de fierté et de satisfaction» la «pleine effervescence» dans laquelle se trouve l'opposition «sous toutes ses formes», estime que «cette nouvelle dynamique ne peut être que bénéfique et salvatrice pour accompagner le peuple dans sa révolution pacifique contre l'ordre établi». Pour le FFS, la multiplication des initiatives politiques de sortie de crise «traduit parfaitement la

volonté de ces acteurs politiques et sociaux à contribuer efficacement et sincèrement à l'édification d'une nouvelle république qui prendra en charge les attentes et les aspirations légitimes du peuple algérien». A cet égard, le FFS assure qu'il demeure «réceptif et attentif» à l'évolution de ces propositions de sortie de crise émanant de l'opposition et affirme son «entière disponibilité» à les discuter et à les débattre dans un cadre «approprié et favorable à l'émergence d'une issue consensuelle et adaptée à la crise multidimensionnelle qui mine l'avenir de pays».

## ALGÉRIE-FRANCE: Rassemblement à Paris pour une Algérie «meilleure» et une démocratie «majeure»

Les membres de la communauté algérienne en France ont tenu dimanche après-midi leur 13e rassemblement à Paris, malgré le mauvais temps, pour réclamer une Algérie «meilleure» et une démocratie «majeure». Pour ce deuxième rassemblement en plein mois du ramadan, plus de 200 personnes se sont données rendez-vous pour exprimer leur refus à la tenue de l'élection présidentielle du 4 juillet prochain

et aux «procès politiques». Plusieurs anciens responsables ont été convoqués par la justice, dont certains ont été placés en détention provisoire, rappelle-t-on. «Boycottons l'élection du 4 juillet pour une indépendance du peuple le 5 juillet 2019», «Non à une justice des règlements de comptes. Nul n'est au-dessus de la loi», «Vive la liberté d'expression à bas la politique de répression», «Toutes et tous pour une

Algérie meilleure et une démocratie majeure», pouvait-on lire sur des banderoles portées par des manifestants qui scandaient «tous unis pour une Algérie libre».

Une autre banderole affichait clairement le refus à «toute ingérence étrangère» dans les affaires internes de l'Algérie. La particularité de ce rassemblement, qui s'est déroulé à place de la République, est le lancement

d'une campagne en faveur de la libération de la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, en faisant passer aux manifestants présents une pétition pour signature.

La SG du PT devrait comparaître lundi devant la justice lors d'une audience consacrée à examiner la décision du juge d'instruction de sa mise en détention provisoire jeudi 9 mai.

## POLITIQUE-CRISE- INITIATIVE: Rehabi appelle à une initiative politique solide pour accompagner l'application de l'article 102 de la Constitution

L'ancien ministre et diplomate, Abdelaziz Rehabi a plaidé, hier à Alger, pour "une initiative politique solide" pour accompagner l'application de l'article 102 de la Constitution et sortir de "l'impasse politique" que traverse le pays.

De nombreuses initiatives politiques ont émergé en vue de "remplir le vide engendré par l'application de l'article 102 de la Constitution qui a atteint son paroxysme dominant lieu à une véritable impasse politique", a indiqué M. Rehabi dans une déclaration à la radio nationale, plaidant pour "la proposition d'une initiative politique solide et véritablement accompagnant et soutenant cet article".

Estimant que cette initiative pourrait voir le jour sur la base d'une proposition "du Commandement de l'armée ou conjointe ralliant armée, présidence et représentants de partis et de la société civile", l'ancien ministre a mis en avant l'impératif "pour les Algériens de faire des concessions dans le cadre d'un débat politique réel à entreprendre urgemment", en vue de mener à bien l'initiative du consensus et de "préserver la stabilité du pays".

Pour M. Rehabi "la persistance de l'impasse politique pourrait conduire à une crise sécuritaire dont les répercussions toucheraient les pays voisins et les forces mondiales", une impasse, a-t-il dit, qui "a créé une pression sur la société et sur l'économie nationale".

Evoquant la question de l'élection présidentielle, prévue le 4 juillet prochain, l'ancien diplomate a rappelé que cette échéance "est rejetée par le peuple" estimant que "son agenda politique ne s'impose pas et un problème d'ordre juridique et politique se pose pour son organisation, d'où l'impossibilité de sa tenue dans la conjoncture actuelle, faute de quoi, elle sera une présidentielle sans peuple".

A ce propos, M. Rehabi n'a pas écarté "une proposition de sortie de cette impasse prochainement", au vu "de signes claires de l'Armée sur la nécessité de la concertation et de l'accompagnement des revendications populaires". Il a appelé, à cet égard, à "dépasser le débat autour du rôle de l'institution militaire en politique, ce rôle étant encadré par la Constitution", affirmant que "le Commandement de l'armée a joué un rôle dans l'application de l'article 102 de la Constitution" et que "la problématique aujourd'hui ne réside pas dans le rôle de l'armée mais dans celui de l'ensemble des acteurs politiques qui sont appelés à trouver des solutions en vue de sortir de la crise".

L'ancien diplomate a évoqué "un changement" du discours politique qui prône actuellement "un accompagnement" de l'institution militaire vers la mutation démocratique, affirmant que "la volonté existe chez la classe politique pour concrétiser cette mutation, mais l'Etat est resté dans sa logique constitutionnelle et n'a pas voulu en sortir, ce qui attise la crise, a-t-il dit, et entame la confiance entre le pouvoir et le citoyen".

Tout en réitérant l'impératif d'ouvrir un large débat politique, M. Rehabi a indiqué que la question "de la représentativité du Hirak n'est pas un obstacle sur cette voie" et que "poser la problématique de la représentativité" reporte le dénouement de la crise.

Affichant sa crainte quant à la revendication portant sur "la courte période de transition", car "elle ne donne pas à la société algérienne suffisamment de temps pour se préparer et se restructurer politiquement", l'ancien ministre a estimé que l'organisation de la prochaine élection présidentielle, "en recourant aux mêmes moyens et précédents mécanismes mènera aux mêmes résultats".

Ces mécanismes doivent être changés sur la base d'une large concertation et non sur une initiative de l'Administration, a conclu M. Rehabi.

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

### Arrestation d'un narcotraffiquant en possession de 47 kg de kif traité à Béchar (MDN)

Un narcotraffiquant en possession de 47 kilogrammes de kif traité a été arrêté lors d'une opération menée samedi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, à Béchar, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale a arrêté, le 18 mai 2019 à Béchar (3ème Région militaire), un narcotraffiquant en sa possession 47 kilogrammes de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Skikda (5ème Région militaire), 2 narcotraffiquants en possession d'un kilogramme de la même substance», précise la même source. D'autre part, des détachements de l'ANP «ont saisi, à Tamanrasset et In Guezzam (6ème Région militaire), un fusil de chasse, 4 groupes électrogènes et 3 motos, alors que 71 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à In Salah, In Guezzam et Tlemcen», conclut le communiqué.

## Saisie de plus de 16 quintaux de kif traité à Ain Safra (MDN)

Une importante quantité de kif traité s'élevant à 16,5 quintaux de kif traité a été saisie samedi et dimanche à Ain Safra dans la wilaya de Naâma, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) en coordination avec les Gardes-frontières, la Gendarmerie nationale et les services des Douanes, a annoncé dimanche le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et suite à une embuscade tendue près de la bande frontalière dans la zone d'Ain Diss, à Ain Safra, wilaya de Naâma (2eRM), un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec les Gardes-frontières a saisi, hier 18 mai 2019, une grande quantité de kif traité s'élevant à onze (11) quintaux et trente (30) kilogrammes, chargée sur des baudets», a précisé le MDN.

Selon la même source, trois (03) narcotraffiquants ont été arrêtés dimanche au sud de Ain Safra, à l'issue d'une autre embuscade tendue par un autre détachement de l'ANP en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale et les services des Douanes.

Lors de cette opération, un camion chargé de cinq (05) quintaux et vingt (20) kilogrammes de kif traité et un véhicule touristique, ont été également saisis. «Cette opération de qualité qui a permis de saisir un total de (16,5) quintaux de kif traité, vient s'ajouter aux multiples opérations ayant mis en échec des tentatives d'introduction et de colportage de la drogue dans le territoire national, et réitére la permanente vigilance et l'entière disposition des Forces de l'Armée nationale populaire mobilisées à tous les remparts, et leur détermination à déjouer toutes tentatives d'inonder notre pays par ces substances toxiques», a estimé le MDN.

## JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT: Zitouni appelle les étudiants à s'armer de sciences et de savoir pour gagner les enjeux

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a appelé, hier à Alger, les étudiants à s'armer de sciences et de savoir pour gagner les enjeux et construire un avenir meilleur pour l'Algérie.

Dans son allocution d'ouverture d'une conférence organisée au Musée national du moudjahid à l'occasion de la célébration du 63e anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, M. Zitouni a appelé «les étudiants algériens à rester fidèle au serment et à préserver l'Algérie en hissant haut l'emblème national, à travers la valorisation des sciences et du savoir pour le progrès, le développement et la renaissance de notre patrie et de notre nation».

Lors de cette rencontre organisée sous le slogan «valoriser les sciences et le savoir», le ministre a déclaré que «la forte présence des jeunes à travers toutes les étapes de l'histoire de leur pays était et demeure un exemple à méditer», appelant les étudiants à porter le flambeau par les sciences et la connaissance...pour réaliser les succès et gagner les enjeux en vue de poursuivre le progrès dans tous les domaines et



concrétiser les objectifs fixés par l'Etat algérien depuis l'indépendance.

Le ministre a rappelé le déroulement de la grève du 19 mai 1956 et l'adhésion des étudiants aux rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), ce qui a traduit, a-t-il dit, «le haut degré de conscience et la légitimité de la Révolution du 1er novembre» «L'étudiant algérien, qui ne s'est pas contenté

uniquement de porter les armes durant la Guerre de libération en rejoignant le maquis, a mené une lutte intellectuelle et un combat intense à travers les quatre coins du monde pour expliquer sa cause et défendre les principes de sa révolution, de son peuple et de sa Nation...».

A une question sur la criminalisation du colonialisme, le ministre a indiqué que «les sta-

tions historiques sombres du colonisateur français l'incriminent fortement», ajoutant que «nous ne sommes pas contre le peuple français mais plutôt contre la colonisation française».

Les interventions des participants à cette rencontre à laquelle ont pris part des représentants des corps de sécurité et des membres de la famille révolutionnaire ont porté sur l'organisation de la grève du 19 mai 1956, mettant en exergue la contribution de l'étudiant dans la Glorieuse guerre de libération.

Pour rappel, l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), créée en juillet 1955, a lancé un appel historique aux étudiants pour observer une grève le 19 mai 1956 les appelant à rejoindre les rangs de l'ALN. Cet appel a eu un grand écho auprès des étudiants qui y ont participé massivement pour le recouvrement de la souveraineté nationale.

## ÉDUCATION: Les lauréats de la 4e édition du programme inter-lycées honorés

Les lauréats de la 4ème édition du programme inter-lycées ont été distingués dans la soirée de samedi à Alger, la première place étant revenue au lycée des mathématiques de Kouba, suivi de la sélection des lycées de la wilaya de Khencela, les écoles des cadets de la nation (Sétif) se sont quant à eux contentés de la troisième place.

Etaient présents à la cérémonie de distinction qui a eu lieu au club culturel Aïssa Messaoudi, le ministre de la Communication, porte-parole officiel du gouvernement Hassan Rabehi, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, ainsi que des officiers supérieurs. «La présente édition du concours, marquée par une participation qualitative, constitue une occasion propice pour motiver et encourager les candidats au Baccalauréat à redoubler d'efforts et à placer la barre très haut pour gagner ce défi, aussi important que décisif dans leur vie», a affirmé le ministre de la Communication, porte-parole officiel du gouvernement dans son allocution prononcée à l'occasion.

M. Rabehi a appelé les futurs bacheliers

«à la persévérance dans leur cursus éducatif et professionnel pour contribuer au développement de l'Algérie».

Il a estimé, en outre, que la continuité du programme «inter-lycées» prouve sa singularité, rappelant que l'objectif du programme est de promouvoir l'esprit de compétition chez les lycéens issus des différents régions du pays dans les domaines des sciences et du savoir. Pour M. Rabehi, le secteur de la Communication continuera à apporter son appui à toute approche participative avec les secteurs concernés, en premier lieu le ministère de l'Éducation nationale pour assurer un accompagnement «qualitatif et efficace» aux étudiants, notamment ceux en classes d'examen.

La diffusion par la chaîne I de la radio nationale et les radios locales de plus de 40 émissions se veut une preuve tangible de «la mobilisation des médias au service de l'Éducation et des préoccupations des jeunes», a-t-il précisé. De son côté, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed a indiqué que cette cérémonie coïncide avec le 63ème anniversaire de la journée de l'étudiant, met-

tant en avant que «l'étudiant d'aujourd'hui comme celui d'hier sait préserver les valeurs nationales, concrétiser ses espérances et construire le présent et l'avenir au sein de la prospérité et l'indépendance». Pour ce faire, le ministre a plaidé pour l'acquisition du savoir et le dévouement dans le travail pour que l'Algérie ait la place qui lui sied dans le concert des Nations. Concernant ce programme, M. Belabed a dit qu'il compte parmi les moyens visant la réalisation de ces objectifs, d'autant qu'il a réussi à «bénéficier avec excellence de la coordination sectorielle dans le cadre du programme du gouvernement». Il a appelé, à cette occasion, à l'impératif de préserver ce programme qui constitue «un acquis pédagogique important». Le ministre de l'Éducation a rappelé que cette édition avait vu la participation de 50 sélections de wilayas et 4 autres nationales représentant les écoles des cadets de la nation et le lycée des mathématiques, à travers l'organisation de tours éliminatoires.

Les lauréats du concours de «la calligraphie arabe» ont été également distingués, a-t-on ajouté.

## SOLIDARITÉ: Le CRA appelle à l'élaboration d'un fichier national des familles et des personnes nécessiteuses

La présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Saida Benhabiles, a appelé hier à Alger à élaborer un fichier national des familles et des personnes nécessiteuses en associant les différents départements ministériels et la société civile. Intervenant au Forum d'El Moudjahid, Mme Benhabiles a appelé à associer les différents départements ministériels, notamment ceux de l'Intérieur, de la Solidarité, et des Affaires religieuses ainsi que la société civile, les représentants des quartiers au niveau des grandes villes, les cheikhs des zaouïas, les imams et les notables au niveau des villages afin d'élabo-

rer un fichier national sur des «bases objectives». Elle a fait savoir que «le CRA a recensé quelques 250 000 familles nécessiteuses au niveau national», soulignant que ce chiffre «n'est pas représentatif car le Croissant rouge algérien n'a pas les moyens matériels et humains d'établir une liste exhaustive».

«Nous avons pris l'initiative de nous déplacer dans des villes, des villages et des zones enclavées pour recenser ces familles», a-t-elle expliqué.

En ce sens, elle a fait savoir que «le CRA ne prend pas en considération les listes établies par les Assemblées populaires

communales (APC)», précisant qu'elles ne sont pas objectives du fait que les APC exigent des nécessiteux une attestation délivrée par la Sécurité sociale». Dans le même registre, Mme Benhabiles a relevé que les chèques d'une valeur de 6.000 DA remis aux familles nécessiteuses en remplacement du couffin du Ramadan représentent une «somme insuffisante», appelant ainsi à «revoir cette aide et la porter à 10 000 DA». Mme Benhabiles a également dénoncé ce procédé car, a-t-elle expliqué, «les personnes nécessiteuses habitant dans des zones enclavées ne disposent pas de carte nationale d'identité et

encore moins d'un compte en banque ou postal». Par ailleurs, Mme Benhabiles qui s'est déplacée samedi dans des zones éloignées relevant de la wilaya d'Adrar à l'extrême Sud du pays, s'est attardée sur la situation des habitants de Reggane qui souffrent encore, a-t-elle dit, des séquelles des essais nucléaires effectués par la France coloniale. A cet effet, elle a réitéré son appel aux Organisations internationales humanitaires de faire pression sur la France afin d'indemniser les habitants de Reggane qui continuent de subir les conséquences des essais nucléaires français.

## INFRACTIONS DOUANIÈRES: Les Douanes algériennes se dotent de commissions de transaction

Des commissions de transaction chargées d'examiner et de donner un avis sur les demandes de transaction formulées par les personnes poursuivies pour infraction douanière seront créées au niveau des Douanes algérienne, selon un décret exécutif, publié au journal officiel n° 29.

«En application des dispositions de l'article 265 du code des Douanes, ce décret a pour objet de créer les commissions de transaction, de fixer leur composition et leur fonctionnement, ainsi que la liste des responsables de l'administration des Douanes habilités à engager la transaction, leurs seuils de compétence et les taux des remises partielles», stipule le décret datant du 29 avril 2019.

Par ce décret, il est créé une Commission nationale des transactions au niveau du siège de la direction générale des Douanes et des Commissions locales des transactions (une commission au niveau du siège de chaque direction régionale des Douanes et une commission au niveau du siège de chaque inspection divisionnaire des Douanes).

Ces commissions sont chargées d'examiner et de donner un avis sur les demandes de transaction formulées par les personnes poursuivies pour infraction douanière.

La commission nationale est présidée par le directeur général des Douanes ou son représentant.

Elle est composée du directeur du contentieux et de l'encadrement des recettes des Douanes, du directeur de la législation, de la réglementation et des régimes douaniers, du directeur de la fiscalité et des bases de taxation, du directeur du renseignement et de la gestion des risques, du directeur des enquêtes douanières et du sous-directeur des affaires contentieuses comme rapporteur.

Pour ce que est du fonctionnement, les Commissions des transactions se réunissent, au moins, une fois par mois sur convocation de leur président.

Le responsable habilité à engager la transaction décide, sur la base des avis de la commission compétente, des suites à donner aux demandes de transaction.

En cas de rejet de la demande de transaction, le montant consigné est pris comme sûreté des pénalités pécuniaires encourues, conformément aux dispositions du code des Douanes, jusqu'au règlement définitif de l'affaire.

La liste des responsables de l'administration des Douanes habilités à engager



la transaction avec les personnes poursuivies pour infraction douanière comporte -selon la même source- le directeur général des Douanes, le directeur régional des Douanes, le chef d'inspection divisionnaire des Douanes, le chef d'inspection principale des Douanes et le chef de poste des Douanes frontalier terrestre.

Le seuil de compétence des responsables de l'administration des Douanes habilités à engager la transaction est fixé, selon la nature de l'infraction et le montant des droits et taxes compromis ou éludés ou la valeur, sur le marché intérieur, des marchandises confisquées.

Les personnes poursuivies pour infraction douanière, désirant bénéficier de la procédure de transaction, doivent formuler une demande écrite.

Le capitaine de navire, le commandant d'aéronef et le voyageur, peuvent solliciter

verbalement la transaction. Dans ce cas, la transaction définitive tient lieu du procès-verbal des Douanes.

Toutefois, la transaction est exclue en cas d'infraction portant sur des marchandises prohibées à l'importation ou à l'exportation.

La transaction est «une convention par laquelle l'administration des douanes, agissant dans la limite de sa compétence, renonce à poursuivre l'infraction douanière pour autant que la ou les personne(s) impliquée(s) se conforme(nt) à certaines conditions.

La soumission contentieuse est «un document-type par lequel le contrevenant présente un engagement cautionné, reconnaît les faits constitutifs de l'infraction douanière portés à sa charge, affiche sa volonté de terminer le litige par voie amiable et s'engage à exécuter les condi-

tions qui seront arrêtées par le responsable habilité». Il est également indiqué que la soumission contentieuse comprend un «résumé de l'infraction commise, les conditions de mainlevée des marchandises, le montant consigné auprès du receveur des Douanes, ainsi que le numéro et la date de la quittance de consignation».

La transaction provisoire est un accord comprenant des conditions provisoires tendant à terminer le litige jusqu'à approbation du responsable habilité à engager la transaction définitive, dans le cadre de son seuil de compétence, tandis que la transaction définitive est un accord définitif par lequel l'administration des Douanes et le contrevenant règlent un litige né d'une infraction douanière, conformément aux conditions prévues par cet accord, et qui éteint l'action fiscale et publique.

### ASSURANCE:

## Hausse de 4,4% du chiffre d'affaires de la SAA en 2018

La Société nationale d'assurances (SAA) a réalisé un chiffre d'affaires de 27,7 milliards de DA en 2018, en hausse de 4,4% par rapport à 2017, a indiqué hier son P-DG, Nacer Sais.

«C'est une performance importante, puisque notre croissance du chiffre d'affaires représente le double de la croissance du marché, estimé à 2%-2,5%.

Nous avons enregistré un bond qualitatif et quantitatif par rapport à 2017», a-t-il commenté lors d'une conférence de presse.

En plus, la croissance enregistrée est tirée notamment par les branches hors automobile, qui ont évolué de 11%, s'est il réjoui, en mettant en avant les efforts déployés pour diversifier le portefeuille de la société qui détient une part de marché de 22%.

Toutes les branches ont contribué, selon lui, dans cette performance. La branche automobile a cru de 2% en 2018, soit

un chiffre d'affaires additionnel de 400 millions de DA par rapport à 2017. La SAA couvre à elle seule 30% de cette branche sur le marché.

La branche IARD (incendie, accidents et risques divers) a enregistré une évolution de 9% chez cet assureur public en 2018, les assurances agricoles ont évolué de 25% et les assurances transports de 20%.

Pour les indemnisations des sinistres, la SAA a versé 16 milliards de DA d'indemnisations en 2018 (contre 15,5 mds de DA en 2017), soit plus de 40% des règlements du marché.

La société a enregistré 338.000 nouvelles déclarations de sinistres en 2018. M. Sais a fait remarquer que la fréquence des sinistres automobiles a nettement baissé en 2018.

Cela n'a pas pour autant fait baisser le montant des règlements en raison de la hausse des prix de la pièce de rechange sur le marché, a-t-il souligné.

Pour le premier trimestre de 2019, la société a enregistré une forte croissance, estimée à 7%-8%, selon les chiffres provisoires avancés par le même responsable.

«Mais il est difficile d'anticiper sur les résultats de l'année», a-t-il dit. En 2018, le marché des assurances a enregistré un chiffre d'affaires de 142,5 milliards de DA, en hausse de 2% par rapport à 2017 avec une progression de 3,22% à 126 mds de DA de l'assurance dommage et une baisse de 11% des Assurances de personnes (AP), selon le bilan provisoire avancé par M. Sais.

La baisse des AP est principalement due à la baisse de l'assurance voyage, engendrée par la chute du nombre des visas accordés aux Algériens en 2018, a-t-il expliqué.

Le chiffre d'affaires des acceptations internationales (réassurance) a, quant à lui, évolué de 16% pour atteindre 4,4 mds de DA en 2018.

### Mise en place de nouvelles garanties

Soulignant la baisse continue du chiffre d'affaires de l'Assurance tous-risques, en raison notamment de sa cherté, le responsable a indiqué que la SAA a réussi à compenser cette contre-performance en multipliant ses offres et en les diversifiant davantage.

En introduisant, en 2017, une assurance «de substitution» à la tous-risque, baptisée la «tous-risques limitée», à côté d'autres nouvelles assurances, la compagnie a pu compenser le manque à gagner en termes de chiffres d'affaires.

L'autre garantie introduite récemment par la société est «l'assistance à l'international» qui permet la prise en charge du véhicule du client à l'étranger.

La société a également lancé la garantie «Top réparateur» qui offre aux clients une assistance lors d'un accident.

La voiture du client est alors transportée à l'atelier du constructeur automobile pour réparation, avec la garantie d'utilisation de pièces de rechanges d'origine.

Une convention a été signée, dans ce sens, en septembre 2018, avec le constructeur Renault Algérie en attendant la signature d'une deuxième convention entre la SAA et Peugeot Algérie.

Les garanties «grandes émeutes et mouvements populaires» et «événements naturels» ont été également introduits récemment dans la branche automobile.

En outre, la SAA vient de signer avec son partenaire social un protocole d'accord portant sur la création d'une filiale de sécurité et de gardiennage, une démarche qui entre dans le cadre de la stratégie de l'entreprise qui vise à se recentrer sur son activité principale, à savoir l'assurance, a fait savoir son Pdg.

## DÉVELOPPEMENT Inauguration et lancement de plusieurs projets à Bouira

Des projets de développement local ont été inaugurés et d'autres ont été lancés dimanche à Bouira et dans les communes de Dechmia, Sour el-Ghozlane et Aomar dans le cadre des festivités célébrant la Journée nationale de l'étudiant qui coïncide avec le 19 mai de chaque année.

Dans la commune de Dechmia, à près de 60 km au sud du chef-lieu de la wilaya de Bouira, les autorités locales, à leur tête le wali Mustapha Limani, ont procédé à l'inauguration de la route nationale n° 62 qui relie la municipalité à Sour El-Ghozlane sur une distance de 14 km et ce, après une vaste opération de réhabilitation.

Selon la fiche technique présentée sur le site du chantier, une enveloppe financière de plus de 43 millions de dinars a été allouée pour la réalisation de cette opération dans un délai de quatre mois.

«Malgré les intempéries, nous avons pu le réaliser (tronçon) et le rouvrir à la circulation dans les délais», a expliqué le subdivisionnaire des travaux publics de la Daira de Sour El-Ghozlane, El-Achachi Noureddine.

«Cette route nationale revêt une importance particulière, car elle permet aux communes du sud de la wilaya de Bouira de s'ouvrir sur la wilaya voisine de Médéa», a-t-il affirmé.

Un autre tronçon de cette route nationale sera également réhabilité prochainement.

«Le projet est inscrit et ne reste que l'enveloppe financière pour lancer l'opération d'exécution des travaux.

Nous allons relancer le contact avec le ministère pour qu'il débloque un montant afin de réaliser cette opération», a indiqué M. El-Achachi.

À Sour El-Ghozlane (Sud de Bouira), le chef de l'exécutif a procédé au dépôt de la première pierre pour la réalisation de 50 logements de type promotionnel aidé (LPA) pour un délai de 18 mois.

Sur place, M. Limani a demandé à l'entreprise réalisatrice de réduire les délais afin de réceptionner le projet dans les 12 mois au plus tard.

En mars dernier, un autre projet de 50 logements LPA avait été lancé dans cette municipalité dans le cadre d'un programme global de 100 unités attribuées à la commune de Sour El-Ghozlane.

Au chef-lieu de la wilaya, les autorités locales de la wilaya ont inauguré également le bureau de poste Said Hadid de la cité ex-Ecotec, qui a bénéficié d'une vaste opération de rénovation et d'extension.

«Un montant de 150 millions de dinars a été alloué à cette opération», selon les détails recueillis sur place.

Un stade de proximité revêtu en gazon synthétique, nouvellement réalisé pour une enveloppe de 80 millions de dinars, a été aussi ouvert aux jeunes sportifs de la cité des 338 logements, à la sortie nord-ouest de la ville de Bouira.

Au cours de sa visite, M. Limani s'est rendu au nouveau pôle urbain de la ville de Bouira où il a lancé les travaux du projet de réalisation et réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP).

D'après les chiffres donnés sur le site du chantier, 150 millions de dinars ont été consacrés à l'opération qui devra être livrée dans un délai de huit mois.

Dans la commune d'Amoar (nord-ouest), un projet de 50 logements LPA a aussi été lancé dans le cadre des festivités célébrant la Journée nationale de l'étudiant à Bouira.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme global de 150 unités LPA attribué à la Daira de Kadiria, ont expliqué les responsables locaux au wali.

APS

## RAMADHAN: Sensibilisation via «SMS» sur l'abus de sel, sucre et de gras

Le ministère du Commerce, moyennant des «SMS», sensibilise les citoyens, en ce mois de Ramadhan, sur les méfaits d'une consommation excessive d'aliments à forte teneur en sel, sucre ou de matières grasses.

Dans le souci de contribuer à la protection de la santé publique, notamment en cette période connue par une forte consommation alimentaire, le ministère adresse ce texte : «Pour préserver votre santé réduisez la quantité de sel, de sucre et de matières grasses dans vos repas».

Contacté par l'APS, le chargé de la communication au ministère du Commerce, Samir Meftah, a expliqué qu'il s'agit d'une opération visant à toucher le plus grand nombre possible de citoyens via les trois opérateurs de téléphonie mobile activant sur le marché algérien.

«Il est de notre devoir en tant qu'institution de contribuer à la préservation de la santé publique.

La consommation abusive notamment de sucre et de sel est à l'origine de nombreuses maladies chroniques telles que le diabète et l'hypertension artérielle», a-t-il ajouté.

Il est à noter que les pouvoirs publics ont, dans ce même cadre, été à la source d'un bon nombre d'efforts et ce, pour s'assurer du bien-être du consommateur.

A cet effet, un arrêté interministériel fixant les modalités applicables en matière d'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires préemballées destinées à la consommation humaine a été mis en vigueur en mai 2018.

L'un de ses objectifs majeurs est de réduire le taux de sel, de sucre et des matières grasses dans les aliments.

Le texte en question exige d'axer les publicités sur la déclaration nutritionnelle afin de fournir au consommateur des renseignements fiables et précis concernant la composition alimentaire du produit.

L'arrêté établi, à la fois,



par le ministre du Commerce, le ministère de l'Industrie et des mines, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, précisait que l'étiquetage nutritionnel «comprend la déclaration des éléments nutritifs et les informations nutritionnelles supplémentaires».

Le texte définit la déclaration des éléments nutritifs comme l'énoncé ou la liste des éléments nutritifs contenus dans une denrée alimentaire, précisant que l'élément nutritif est «toute substance normalement consommée comme constituant d'une denrée alimentaire fournissant de l'énergie ou nécessaire à la croissance et au développement d'un individu et à la préservation de sa santé ou dont le déficit entraîne des altérations biochimiques ou physiologiques caractéristiques».

Il fixe également l'allégation nutritionnelle englobant toute représentation et tout message publicitaire qui énonce, suggère ou implique qu'une denrée alimentaire

possède des propriétés nutritionnelles particulières, celles-ci comprennent notamment sa valeur énergétique, sa teneur en protéines, en lipides et en glucides, ainsi que sa teneur en vitamines et en sels minéraux.

L'étiquetage doit ainsi inclure notamment la déclaration nutritionnelle, le contenu de la déclaration nutritionnelle, la valeur énergétique, la quantité des nutriments, les données relatives à la valeur énergétique, ainsi que les informations relatives aux quantités de protéines, de glucides et de lipides dans la denrée alimentaire qui doivent être exprimées en grammes (g) par 100 g ou par 100 millilitres (ml).

Le texte exige également apparence sur l'étiquetage des données numériques sur les vitamines et les sels minéraux qui doivent être exprimées en unités métriques et/ou en pourcentage des valeurs nutritionnelles de référence par 100 g ou par 100 ml.

En vertu du même arrêté, les informations relatives à l'étiquetage nutritionnel doivent être regroupées en un

seul endroit sous forme de tableau avec alignement des chiffres si la place le permet.

Lorsque la place n'est pas suffisante, les informations sont données sous forme linéaire.

Doivent y figurer également, les informations nutritionnelles supplémentaires ont pour but de permettre au consommateur de mieux comprendre la valeur nutritionnelle de la denrée alimentaire consommée et d'interpréter la déclaration des éléments nutritifs.

L'arrêté précise, en outre, que les seules allégations nutritionnelles autorisées sont celles se rapportant à l'énergie, aux protéines, aux glucides, aux matières grasses et à leurs constituants, aux fibres, au sel et aux autres substances ayant un effet nutritionnel ou physiologique ainsi qu'aux vitamines et sels minéraux pour lesquels une valeur nutritionnelle de référence (VNR) est établie.

L'étiquetage concerne aussi l'allégation relative à la teneur en éléments nutritifs décrit le niveau d'un élément nutritif contenu dans une denrée alimentaire.

## ORAN : Le déficit en eau bientôt comblé dans la daïra de Oued Tlelat

Le ministre des Ressources en eau, Ali Hamam, a assuré dimanche à Oran que le déficit en eau potable sera bientôt comblé à Oued Tlelat à la faveur du parachèvement du projet de réalisation de la station de Araba destinée au renforcement de l'alimentation en eau potable dans cette daïra.

Les responsables locaux en charge du secteur des ressources en eau ont expliqué que les travaux confiés en plusieurs lots connaissent un taux d'avancement «appréciable» variant entre 23 et 74 %.

Le projet porte sur l'adduction de 30.000 m<sup>3</sup> sur un linéaire de 34 kilomètres, permettant de répondre aux besoins des populations locales et de combler le déficit en AEP de ces localités.

Sur site et dans une déclaration à la presse, Ali Hamam a loué les efforts des gestionnaires locaux pour assurer une alimentation en eau potable en H24 au niveau d'une grande partie des 26 communes de la wilaya d'Oran.

Le ministre s'est également montré «satisfait» de la gestion de la société des eaux et de l'assainissement SEOR, estimant que celle-ci peut servir d'exemple aux wilayas voisines.

Interrogé sur la situation du nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana», implanté dans la daïra de Messerghine, il a rassuré que la couverture financière des projets d'AEP et d'assainissement de cette zone ainsi que celle d'autres projets d'habitat, achevés en attente de réception, sont «totalement assurées».

Auparavant, Ali Hamam s'était rendu à la station de traitement et d'épuration (STEP) d'El Kerma, la plus grande d'Afrique avec une capacité de 270.000 m<sup>3</sup>, où il a eu des explications sur la stratégie du secteur visant à généraliser le système de collecte et de traitement des eaux usées et leur utilisation à des fins agricoles.

La dépollution du littoral et du milieu récepteur des zones humides du lac Télémine, de Dhayat Morsli et d'Oum Ghellez a été également expliquée.

La wilaya d'Oran dispose de plusieurs STEP dont celles d'El Kerma, d'Ain El Turck, de Bethioua. Cette dernière sera livrée à la fin de l'année en cours. D'autres projets similaires sont prévus à Oued Tlelat et Gdyl.

## PÉTROLE: Rencontre de l'Opep et ses alliés à Djeddah dans l'objectif de stabiliser les prix

Les principaux pays membres de l'Opep et d'autres producteurs majeurs, dont la Russie, sont réunis depuis hier en Arabie saoudite avec pour objectif de stabiliser le marché pétrolier dans un contexte de vives tensions dans le Golfe qui menace les approvisionnements mondiaux en brut.

Mais l'Iran, également membre de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), sera absent de la rencontre à Jeddah (ouest).

Les discussions de l'Organisation et ses alliés non membres de l'Opep ont lieu sur fond de chute des exportations de brut iranien, provoquée par les sanctions imposées par Washington contre Téhéran.

Aucune décision ne devrait toutefois être prise par l'organisation, qui devrait examiner le respect d'engagements pris l'an dernier sur une baisse de la production et formuler des recommandations avant une réunion-clé fin juin, à laquelle participera l'Iran.

Le président américain Donald Trump avait affirmé en avril que l'Arabie saoudite et d'autres pays de l'Opep avaient accepté d'augmenter leur production de pétrole pour en faire baisser les cours.

Malgré la chute des exportations de pétrole iranien et vénézuélien et une baisse de la production des membres de l'Opep à hauteur de 1,2 million de barils par jour depuis janvier, les stocks de brut continuent d'augmenter, selon le ministre émirati de l'Énergie, Souheil al-Mazrouei. Les producteurs doi-



vent encore s'efforcer d'équilibrer le marché, a déclaré le ministre à son arrivée à Jeddah samedi, une façon de souligner que toute accélération de la production pourrait entraîner une chute des prix similaire à celle de fin 2018.

L'Opep et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont indiqué que la production mondiale de pétrole avait baissé en avril en raison du renforcement des sanctions américaines contre l'Iran et de la décision de limiter les extractions.

Selon l'AIE, la production iranienne de brut était de

2,6 millions de barils par jour en avril, contre 3,9 millions en avril 2018, un mois avant le retrait unilatéral de Washington de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015.

A son plus bas niveau en cinq ans, la production iranienne pourrait chuter en mai à des niveaux sans précédents depuis la guerre Iran-Irak (1980-1988).

Les exportations iraniennes passeront de 1,4 millions de barils par jour en avril à environ 500.000 en mai, contre 2,5 millions de barils en temps normal, d'après le cabinet Kpler.

Les données de Kpler

montrent que les membres de l'Opep ont tenu leurs engagements de baisse de la production.

Mais les exportateurs craignent qu'une hausse précipitée de la production n'entraîne un nouveau surplus. Les tensions ont monté d'un cran dans le Golfe après des «actes de sabotage» de trois pétroliers, dont deux saoudiens et un norvégien, et d'un cargo émirati, au large des Emirats arabes unis et une attaque de drones, revendiquée par les rebelles Houthis yéménites, ayant endommagé un oléoduc saoudien.

### OPEP/NON-OPEP:

## Ryad et Abou Dhabi ne voient pas de raison d'augmenter la production de pétrole

L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont estimé dimanche qu'il n'y avait pas matière à augmenter la production de pétrole, en dépit de la chute enregistrée en Iran et au Venezuela, Ryad se disant même inquiet d'une hausse des stocks mondiaux.

"Nous voyons que les stocks (de pétrole) augmentent", a déclaré le ministre de l'Énergie saoudien, Khaled al-Faleh, à l'ouverture d'une réunion clé de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à Jeddah, en Arabie saoudite.

"Aucun de nous ne veut voir les stocks (de pétrole) enfler de nouveau, nous devons être prudents", a-t-il ajouté, en référence à la situation fin 2018 qui avait conduit à une chute des prix de l'or noir.

Les Emirats arabes unis, fidèles alliés de Ryad, ont de leur côté appelé à maintenir le niveau de production de pétrole décidé par l'Opep l'an dernier, à hauteur de 1,2 million de barils par jour.

"Je ne pense pas (...) qu'un assouplissement de la baisse de la production de pétrole soit la bonne mesure" au vu des conditions prévalant actuellement sur le marché, a fait valoir le ministre émirati de l'Énergie, Souheil al-Mazrouei.

Malgré la chute des exportations de



pétrole iranien et vénézuélien, provoquée par le rétablissement de sanctions contre Téhéran et par la crise politique à Caracas, les stocks de brut continuent d'augmenter, avait-il déjà indiqué samedi à son arrivée à Jeddah.

La réunion de l'Opep, à laquelle participent les principaux pays membres de l'organisation mais aussi d'autres producteurs majeurs dont la Russie, intervient dans un contexte d'escalade des tensions dans le Golfe et de guerre psychologique entre les Etats-Unis et l'Iran.

Le 12 mai, quatre navires --dont trois pétroliers-- ont été sabotés au large des Emirats arabes unis, à l'entrée

du Golfe. Deux jours plus, une attaque de drones a endommagé un oléoduc en Arabie saoudite.

Ryad, premier exportateur de pétrole, a jugé dimanche satisfaisante la sécurité de son industrie pétrolière, après cette attaque revendiquée par les rebelles yéménites Houthis.

"La sécurité de notre industrie pétrolière est solide", a argué M. Faleh. "Tout le monde est vulnérable à des actes extrêmes de sabotage", a-t-il ajouté. Ryad est depuis 2015 à la tête d'une coalition militaire appuyant les forces progouvernementales au Yémen contre les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran.

## ALGÉRIE-OPEP Les efforts conjoints des pays à l'origine de la stabilisation des marchés pétroliers (Arkab)

Les efforts conjoints des pays ont permis de contribuer très fortement à la stabilisation et à l'équilibre des marchés pétroliers, a affirmé hier à Djeddah (Royaume d'Arabie Saoudite) le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab.

Dans une déclaration à la presse en marge de la tenue de la 14ème réunion du Comité ministériel conjoint de Monitoring des pays Opep et non Opep, signataires de la déclaration de coopération (JMMC), M.

Arkab a indiqué que «ces efforts doivent être poursuivis et intensifiés pour atteindre les objectifs attendus sur le moyen et long termes».

«Les marchés répondent positivement à l'effort collectif, ce qui témoigne de l'efficacité des mécanismes mis en œuvre par les 24 pays Opep et non Opep et de la crédibilité de leur démarche», a-t-il estimé selon un communiqué du ministère de l'Énergie.

M. Arkab s'est dit, en outre, «satisfait à ce propos de la convergence des points de vue et de la bonne coordination qui caractérise les relations entre pays Opep et non Opep».

Il a également mis en avant «le rôle déterminant de l'Algérie qui a rendu possible l'historique accord d'Alger du 28 septembre 2016 et dont a découlé la réussite de tout le processus actuel».

Selon le communiqué, M. Arkab a eu des entretiens, dimanche à Djeddah avec ses homologues, ministres des pays Opep et non Opep membres du JMMC.

Il s'est également entretenu avec le président de l'Opep, M. Khalid Al-Falih et le Secrétaire Général de l'Opep, M. Mohamed Barkindo.

Avec le ministre saoudien de l'Énergie, de l'Industrie et des Ressources minérales, Khalid Al Falih, les entretiens ont porté sur «l'évolution des marchés pétroliers qui, selon les deux ministres, sont en voie de stabilisation grâce aux efforts menés conjointement par les pays Opep et non Opep».

M. Arkab et le ministre saoudien se sont également montrés «satisfaits de l'excellent niveau de conformité des pays Opep et non Opep signataires de la déclaration de coopération» et ont appelé à «maintenir les efforts pour assurer la stabilisation des marchés sur le moyen et long terme».

Les deux ministres ont abordé aussi «les voies et moyens pour maintenir le dialogue entre tous les pays producteurs dans un cadre institutionnel afin de préserver l'équilibre du marché et assurer les investissements futurs dans l'industrie pétrolière et ceux au bénéfice, aussi bien des pays producteurs que des pays consommateurs».

Par ailleurs, M. Arkab s'est entretenu avec ses homologues, respectivement, Émirati M. Suhail Al-Mazrouei et Vénézuélien M. Manuel Salvador Quevedo Fernandez, ainsi qu'avec le ministre de l'Énergie de la République d'Azerbaïdjan, Parviz Shahbazov.

Selon la même source, les parties ont évoqué «l'évolution des marchés pétroliers et les perspectives pour 2019 de même que des perspectives de développement des relations bilatérales dans le domaine de l'énergie, plus particulièrement dans l'exploration et le développement des capacités de production des hydrocarbures».

Les ministres ont notamment relevé «la nécessité d'échanger les expériences pour mieux investir dans les énergies renouvelables, mais encore pour que les revenus en hydrocarbures servent davantage à diversifier les économies et les rendre moins dépendantes des ressources d'origine fossile».

## ORAN: Suivre l'éducation spirituelle des compagnons du Prophète (QSSL) pour préserver la solidarité

Le spécialiste mauritanien en études islamiques, Dr. Mohamed Benhadj a estimé, samedi soir à Oran, que la société musulmane nécessite, en cette conjoncture particulière, le retour à des modèles d'éducation spirituelle des compagnons du Prophète Mohamed (QSSL) pour préserver la solidarité et l'union et rejeter la discorde.

Animant une conférence sur «l'éducation spirituelle dans la vie des compagnons dans le cadre de la 14ème édition des «Dourouss Mohamadia», organisées par la Zaouïa Belkaidia El Hebria d'Oran, l'intervenant a souligné que «la nation musulmane doit s'inspirer des préceptes et des principes de l'éducation spirituelle des compagnons du Prophète, les suivre pour consolider des liens d'union, renforcer la solidarité et rejeter la fitna et la désunion».

Dans ce contexte, l'orateur a estimé que «la conjoncture actuelle, marquée par des nombreux courants mondiaux, cible notre nation dans son unité et son attachement à ses principes. Elle nous pousse à trier les leçons de notre passé pour renforcer nos rangs et notre unité». «Sans une véritable éducation spirituelle musulmane, basée sur les valeurs de tolérance, de solidarité et de fraternité, les ancêtres parmi les compagnons du Prophète (QSSL) n'auraient pas pu édifier une forte civilisation, développer la science et réaliser des acquis et des succès», a-t-il indiqué, exhortant les jeunes générations actuelles à «s'inspirer de ces exploits, à les revisiter pour unir leurs rangs, renforcer l'esprit de solidarité et à faire face aux menaces de la discorde qui affaiblissent les nations».

La 14ème édition des «Dourouss Mohamadia», ouverte jeudi dernier au siège de la zaouïa Belkaidia Hebria d'Oran, se poursuit jusqu'au 25 mai courant.

Cette édition se concentre sur le thème de «l'Éducation dans l'Islam». Cette édition enregistre la participation de nombreux ulémas, théologiens en charia islamique du monde arabe notamment d'Algérie, d'Égypte, de Mauritanie, du Yémen, de Jordanie, de Tunisie, du Soudan, du Liban et du Koweït.

## LAGHOUCAT: Plusieurs projets pour relancer le développement dans la commune de Sidi-Bouزيد

Divers projets ont été retenus au titre des programmes de développement communaux et sectoriels (PCD-PSD 2019) pour l'impulsion de l'action de développement dans la commune de Sidi-Bouزيد, a-t-on appris dimanche auprès de cette collectivité.

Projetées au chef lieu de la commune et dans les concentrations de Chekala, Sekhoua et Abadliya, ces opérations concernent la jeunesse et les sports, l'aménagement urbain et la rénovation de divers réseaux.

Elles consistent notamment en la réalisation d'une piscine de proximité couverte, le revêtement du stade communal d'une pelouse synthétique, la réalisation d'un réseau routier à travers les localités de Sekhoua et Chekala et l'aménagement urbain dans ces deux zones, ainsi que le parachèvement de 41 raccordements aux réseaux d'électricité et du gaz.

L'extension du réseau d'adduction et de distribution de l'eau sur un (1) km, la réalisation d'un château d'eau de 150 m3 dans la localité d'EL-Abadliya, et le parachèvement d'une tranche de 200 m du réseau d'assainissement dans la même localité, sont d'autres opérations prévues. La commune de Sidi Bouزيد s'est vue accorder un projet de réalisation de 104 logements de type public locatif ainsi que l'aménagement de l'artère principale de la ville sur 200 mètres, comme première phase.

La réalisation d'un réseau d'alimentation en eau potable de 1,5 km et son raccordement au château d'eau et la réalisation d'un réseau d'eau potable de 700 m dans la localité de Sekhoua au Sud de la commune, font partie des opérations retenues en faveur de la commune de Sidi-Bouزيد, selon la même source.

## SIDI BEL-ABBÈS: Relogement de deux familles de la ferme Kheireddine après l'effondrement du plancher de leur habitation

Deux familles qui résidaient dans la ferme Kheireddine dans la commune de Sidi Bel-Abbès ont été relogées samedi, après l'effondrement du plancher du premier étage de leur habitation ayant fait 9 blessés, a-t-on appris du chef de daïra de Sidi Bel-Abbès, Abdelkader Saadi.

Les deux familles dont l'habitation a été endommagée suite à la chute du plancher ont été relogées dans deux logements neufs sur le chemin de Zerouala de Sidi Bel-Abbès, signalant que 25 familles résidant à proximité de cette ferme ont été recensées.

La même source a ajouté que 4 autres familles résidant à proximité de cette habitation en ruine seront relogées demain dimanche au même site en attendant d'autres opérations de recasement des autres familles, soit 19 familles la semaine en cours après achèvement des procédures administratives.

Des familles ont demandé au wali, lors de son inspection de la situation, une intervention rapide en vue de les évacuer et les reloger dans des logements décentés eu égard à l'état de leurs habitations menaçant ruine.

Pour rappel, neuf personnes



membres de deux familles ont été blessés à des degrés différents de gravité, soit cinq enfants âgés entre 10 mois et 10 ans, de deux femmes (33 et 38 ans) et de deux hommes (41 et 51 ans). Les victimes évacuées vers le CHU «Abdelkader Hassani»

de Sidi Bel-Abbès, où elles ont été prises en charge. Six d'entre elles ont quitté l'hôpital. Seule une femme et ses deux enfants sont gardés au service de chirurgie traumatologique. Leur état est actuellement stable, a-t-on indiqué.

## SOUK AHRAS: Réception «début juin» de deux piscines dans les communes de M'daourouch et Henancha

Deux (2) piscines seront réceptionnées «début juin» dans les communes de M'daourouch et de Henancha (Souk Ahras), a-t-on appris samedi du directeur local de la jeunesse et des sports (DJS).

Il s'agit de la réception d'une piscine semi-olympique dans la ville de M'daourouch, réalisée dans le cadre du programme des Hauts plateaux pour un montant de 300 millions de dinars, dotée de deux (2) autres bassins, dont un pour les enfants, et d'une piscine de proximité à Hennancha, ayant nécessité une enveloppe financière de l'ordre de 80 millions de dinars, octroyée dans le cadre du programme sectoriel, a indiqué à l'APS Abdelbasset Aoun.

La piscine de M'daourouch comprend



une tribune de 500 places et des espaces pour des clubs de natation, a révélé le même responsable, relevant qu'un jeune staff, cadres et techniciens, assureront la gestion des lieux et encadreront les activités sportives dans cette piscine, à travers des créneaux et des programmes dédiés aux différentes catégories de la

société. Au titre du programme estival de l'année 2019, les quatre piscines de la wilaya de Souk Ahras, situées dans les communes de H e n a n c h a , M'daourouch, Taoura et au chef lieu de wilaya seront ouvertes à la baignade en coordination avec les présidents des assemblées populaires communales (P/APC)

pour mobiliser les bus du transport scolaire assurant le déplacement des jeunes vers ces espaces de détente.

Organisée par le mouvement associatif, en coordination avec le secteur de la jeunesse et des sports et la Protection civile, cette opération devra durer toute la saison estivale et ciblera 24.000 enfants et jeunes de la wilaya, a assuré le DJS.

Le même programme propose des excursions aux plages des wilayas de Skikda, d'El Tarf et d'Annaba, tous les dimanches et mardis durant les mois de juillet et d'août prochains, au profit de jeunes adhérents des établissements de jeunes et des associations de quartiers et de différents secteurs traitant avec la DJS.

## ANNABA: Décès de l'ouvrier victime de brûlures dans l'incendie de l'unité d'ammoniac

L'ouvrier de l'unité de production de l'ammoniac de l'usine du complexe des fertilisants d'Algérie Fertil d'Annaba, victime de brûlures (deuxième degré) samedi dernier lors de la déflagration suivie d'incendie survenu dans cette unité, a succombé à ses blessures dans la soirée de jeudi à vendredi, a-t-on appris vendredi auprès du chargé de communication de Fertil.

La victime, âgée de 36 ans, a été admise dans un premier temps à l'hôpital des grands brûlés Ibn Sina du CHU Annaba avant d'être évacuée mercredi dernier vers un hôpital à Madrid (Espagne), a précisé Yacine Sahli, soulignant que le défunt, père de trois enfants, est originaire de la ville d'Ain Chechar (Skikda).

Des équipements, spécialement la câblerie ont été endom-

magés dans la déflagration suivie d'incendie de l'unité de d'ammoniac, dont les activités sont actuellement à l'arrêt, rappelle-t-on. La société Fertil emploie 500 travailleurs et totalise quatre unités dont celles de la production du nitrate et de l'ammoniac qui assure en moyenne une production allant de 960 tonnes à 1000 tonnes/jour d'ammoniac.

## SAISON ESTIVALE: Campagne de sensibilisation de la Protection civile sur la prévention des risques

La Direction générale de la Protection civile organise, à partir de lundi, une campagne d'information et de sensibilisation à l'intention des citoyens destinée à la prévention des risques durant la saison estivale, indique un communiqué de ce corps.

Les risques concernés par cette campagne sont relatifs aux dangers de la mer, la baignade dans les réserves d'eau, les barrages et les retenues d'eau, la prévention des feux de forêt et récoltes, l'envenimation scorpionique et les intoxications alimentaires, précise-t-on de même source. Un programme «riche et diversifié» sera mis en œuvre au niveau de l'ensemble des unités de la Protection civile à travers le territoire national en vue d'assurer une «diffusion large» des consignes de sécurité et parvenir à «inculquer aux citoyens la culture du risque», afin de réduire le nombre d'accidents et les pertes en vies humaines. Les activités de sensibilisation de proximité cibleront les localités à risque ainsi que les zones enclavées au moyen de caravanes qui activeront pendant toute la saison estivale au niveau des plages et des massifs forestiers, note le communiqué. Concernant



la baignade dans les réserves d'eau, «un phénomène qui ne cesse de se généraliser à travers le territoire national non sans provoquer des dizaines de morts annuellement», la Direction générale de la Protection civile organisera une

caravane d'information sur les dangers de la baignade dans les barrages et autres réserves d'eau «qui n'offrent aucunement les conditions de sécurité à cause de l'importance de la vase qui s'y dépose».

## ASSOCIATION «CHOUÂÂ EL AMEL» DE DJELFA : Prise en charge en 2018 de plus de 1.800 cancéreux

L'association «Chouââ EL Amel» d'aide aux malades du cancer de la wilaya de Djelfa a pris en charge en 2018 de 1.842 cancéreux (hébergement et restauration) au niveau du foyer de solidarité «Dar El Amel» à Blida, a-t-on appris de ses responsables. Selon son responsable, Mohamed Bourekba, cette prise en charge a été assurée à 508 femmes, 1.308 hommes et 26 enfants, relevant de Djelfa, mais aussi des wilayas de Tiaret, Médéa, Bejaïa, Chlef, Ain Defla et Laghouat, voire même de l'étranger.

L'association, a-t-il dit à ce propos, a pris en charge 23 malades du cancer issus de la République islamique de Mauritanie.

Le foyer de solidarité «Dar El Amel» relevant de l'association «Chouââ EL Amel» assure l'hébergement des malades du cancer depuis 2015, année de son ouverture grâce aux dons de bienfaiteurs. Les



prestations assurées par cette structure ont été particulièrement louées par des responsables du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière qui ont souligné, lors de l'inauguration de cette structure, «la qualité exemplaire de ses services».

Actuellement, l'association «Chouââ EL Amel» de Djelfa assure la prise en charge de 1.551 malades, notamment en leur procurant le transport et en leur obtenant

des rendez-vous pour leurs traitements dans les hôpitaux dans le nord du pays, outre le transport.

Sur ce total de malades, 31 ont été enregistrés depuis le début de cette année 2019, contre 81 enregistrés à la même période de l'année dernière.

Selon les chiffres fournis par M.

Bourekba, lors de son exposé présentant le bilan d'activités 2018 de son association, durant la soirée de vendredi, cette dernière a organisé 197

transferts (ou voyages) en direction du CHU Franz Fanon et des hôpitaux d'Alger, au profit de 1.364 malades, dont 581 hommes et 783 femmes, en plus de 497 accompagnateurs de ces malades.

Outre ces prestations multiples, l'association organise des actions de sensibilisation au niveau des résidences universitaires et des établissements éducatifs, notamment contre le cancer du sein et le tabagisme.

Des campagnes d'information sont également organisées via la Radio locale, en vue de la collecte de dons susceptibles de la soutenir dans la réalisation de ses objectifs liés à la prise en charge de l'hébergement, restauration et transport des malades, outre les différents frais inhérents aux factures et salaires des employés du foyer.

Des excursions et des sorties multiples sont aussi organisées au profit des malades, est-il signalé.

## LUTTE CONTRE LA DROGUE: Plus de 800 comprimés de psychotropes saisis à Oran et Skikda

Plus de 800 comprimés de psychotropes ont été saisis par les brigades de la Gendarmerie nationale des wilayas d'Oran et de Skikda, indique samedi un communiqué du commandement de la Gendarmerie nationale.

Dans la wilaya d'Oran, les gendarmes de la brigade de sécurité routière de Bousfer ont saisi, lors d'une patrouille exécutée à hauteur du village Felaoucène, 240 comprimés de psychotropes à bord d'un véhicule abandonné par le conducteur qui a réussi à prendre la fuite pédestrement, alors qu'à Sidi-Chahmi une personne en possession de 21 comprimés de psychotropes a été interpellée, précise la même source.

A Skikda, la brigade locale a interpellé une personne âgée 25 ans et demeurant à Azzaba, en possession de 540 comprimés de psychotropes, alors qu'au niveau de la localité de Filfila, deux personnes ont été arrêtées à bord d'une camionnette en possession d'environ un kilogramme de kif traité.

A Ain-Defla, les gendarmes ont interpellé, sur l'auto-route Est-Ouest à Bourached, trois personnes dont un mineur, à bord d'un taxi en possession de 250 grammes de kif traité, alors qu'à Chlef, les gendarmes de la section de recherches en collaboration avec ceux de la section de sécurité et d'intervention du groupement territorial, ont interpellé deux individus en possession 800 grammes de la même substance.

Dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, deux personnes demeurant à Maghnia (Tlemcen), ont été interpellées à bord de leur véhicule en possession de plus de 49 kg de kif traité, ajoute la même source.

## MASCARA: Saisie de 3,5 qx de viandes avariées

Les éléments de la sûreté et de la gendarmerie nationales dans la wilaya de Mascara ont saisi 3,5 quintaux de viandes impropres à la consommation au marché hebdomadaire de Maoussa, a-t-on appris samedi de la cellule d'information de la sûreté de wilaya.

Ces viandes différentes avariées de même qu'une quantité de beurre impropre à la consommation ont été saisies jeudi dernier lors d'une opération de contrôle à laquelle ont pris part 50 policiers et gendarmes dans ce marché qui accueille des milliers de vendeurs et de clients chaque jeudi.

Cette opération a permis d'identifier 53 personnes, de contrôler 2.352 véhicules et d'arrêter un individu recherché.

## MÂATKAS (TIZI-OUZOU): Lancement prochain des travaux de construction d'un hôpital de 60 lits

Les travaux de construction d'un hôpital d'une capacité de 60 lits dans la daïra de Mâatkas (50 km au Sud-ouest de Tizi-Ouzou) seront lancés prochainement, a-t-on appris samedi du directeur local de la santé, le Pr. Abbès Ziri (DSP).

Suite «au dégel et à la réévaluation, il y a deux mois, du coût de ce projet qui a été porté à 02 milliards DA, la les services de la DSA sont sur le point de finaliser le cahier des charges qui sera présenté prochainement à l'étude et au visa de la commission sectorielle des marchés (CSM) siégeant au niveau du Ministère de la santé, de la population et de la Réforme Hospitalière», a-t-il indiqué.

Au terme de cette procédure préliminaire, «un avis d'appel d'offre sera lancé en vue de retenir une entreprise et lancer les travaux de réalisation», a-t-on ajouté de même source.

Interpellé lors de sa visite dans la wilaya en janvier dernier au sujet de ce projet inscrit depuis une dizaine d'années, l'ancien ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hesbellaoui, avait alors évoqué son «possible dégel».

Cette nouvelle structure, en plus de permettre une meilleure prise en charge médicale de la population de cette région qui ne dispose que d'une polyclinique couvrant les besoins d'environ une quarantaine de villages, contribuera également à desserrer l'étau autour du seul CHU de la wilaya.

## OUM EL-BOUAGHI: Plus de 50 médecins spécialistes pour renforcer les prestations médicales

Le staff médical du secteur de la santé de la wilaya d'Oum El Bouaghi sera renforcé par plus de 50 médecins spécialistes dans le but d'améliorer la prise en charge médicale des patients et de renforcer les prestations, a appris l'APS samedi du directeur de la santé et de la population (DSP), Abderrahmane

Bada. Ces praticiens spécialistes seront affectés dans six (6) établissements publics hospitaliers (EPH) des communes d'Ain El Beïda, d'Ain Fakroun, d'Ain M'lila et Meskiana et d'Oum El Bouaghi, a indiqué M. Bada détaillant que le staff médical englobe ces dix (10) gynécologues, dix (10) anesthé-

sistes, trois (3) radiologues et deux (2) cardiologues. Ce personnel médical qui prendra ses fonctions dans les EPH cités, contribuera à réduire le déficit enregistré dans les spécialités existantes, notamment la gynécologie-obstétrique et l'imagerie, a souligné la même source.

## PHILIPPINES: 29 personnes blessées dans une collision entre 2 trains

Au moins 29 passagers ont été blessés lorsqu'un train du Light Rail Transit a heurté un train garé dans l'une des gares de la région de Manille, aux Philippines, samedi soir, ont rapporté les médias locaux.

La collision a eu lieu entre deux stations de la ligne 2 de Light Rail Transit, dans la partie ouest de Manille. Lyn Paragas-Janeo, porte-parole de l'Autorité de Light Rail Transit de Manille (LRTA) a indiqué, cité par la chaîne de télévision locale GMA News, que tous les passagers blessés avaient été transportés aux hôpitaux à proximité. La LRTA a publié une déclaration, affirmant que l'agence coordonne ses activités avec son centre de contrôle et a ouvert une enquête sur la collision. Le Manila Light Rail Transit System, ou LRT, est le principal système ferroviaire de la zone métropolitaine de Manille, aux Philippines.

Depuis 2003, le LRT fait partie du réseau de transport public ferroviaire du Grand Manille (Metro Manila). La ligne 2, de direction est-ouest, comporte 11 stations sur 13,8 kilomètres de voies en grande partie surélevée.

## HONDURAS: 4 Canadiens et un Américain tués dans un accident d'avion

Quatre Canadiens et un pilote américain sont décédés samedi dans le crash de leur avion au large de l'île de Roatan, dans la mer des Caraïbes, où ils venaient de séjourner, ont indiqué les pompiers. L'appareil s'est écrasé près de la localité de Dixon Cove, quelques minutes après son décollage de l'aéroport de l'île, selon les secours. Les Canadiens Bradley Post, Bailey Sony et Tomy Dubler et le pilote américain Patrick Forseth ont été tués dans le crash.

Un autre Canadien, Anthony Dubler, qui avait survécu à l'accident est décédé à l'hôpital en raison de la gravité de ses blessures.

Les causes de l'accident ne sont pas encore connues. Les touristes canadiens avaient quitté l'île de Roatan pour Trujillo, une ville de la côte nord du Honduras.

## CHINE: Amélioration de la qualité de l'air dans les villes en avril

La plupart des villes chinoises ont connu une amélioration de la qualité de l'air en avril, selon le ministère chinois de l'Ecologie et de l'Environnement. Quelque 337 villes ont bénéficié d'une bonne qualité de l'air sur 88,8% des jours en avril, en hausse de sept points de pourcentage sur un an. La densité moyenne des PM 2,5, un indicateur clé de la pollution atmosphérique, a chuté de 5,9% en glissement annuel à 32 microgrammes par mètre cube le mois dernier. Le ministère a déclaré qu'au cours des quatre premiers mois, les villes avaient connu en moyenne 79,9% de jours caractérisés par une bonne qualité de l'air, soit une augmentation de 1,9 point de pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière. Dans la région Beijing-Tianjin-Hebei, la part des jours avec une bonne qualité de l'air s'est élevée à 65,6% le mois dernier, contre 53,7% il y a un an.

Cette amélioration intervient alors que le pays s'est engagé à coordonner ses efforts en matière de protection de l'environnement et de développement économique en 2019.

Selon le ministère, le pays a promis de réduire les importations de déchets solides et de promouvoir une meilleure qualité de l'air à travers l'amélioration de la coordination régionale et la modernisation des gros pollueurs.

## ÉTATS-UNIS: Boeing reconnaît des défauts dans les simulateurs de vol du 737 MAX

Boeing reconnaît avoir été forcé de corriger un défaut dans le logiciel des simulateurs destinés à reproduire les conditions de vol et avec lesquels sont formés les pilotes du 737 MAX, avion impliqué dans deux catastrophes aériennes ayant fait 346 morts.

«Boeing a fait des corrections sur le logiciel du simulateur de vol et a fourni des informations supplémentaires aux exploitants du système pour s'assurer que l'expérience soit représentative des différentes conditions de vol», a déclaré l'avionneur.

Boeing n'a pas indiqué la date à laquelle il s'était aperçu des vices et s'il en avait aussitôt informé les régulateurs.

Selon le constructeur aéronautique, le logiciel utilisé dans les simulateurs de vol était incapable de reproduire certaines conditions de vol, notamment celles ayant conduit à l'accident du 737 MAX d'Ethiopian Airlines le 10 mars dernier au sud-est d'Addis d'Abeba quelques minutes seulement après le décollage, faisant 157 morts.

Il assure que les changements qu'il a apportés vont améliorer la formation des pilotes sur simulateur.

«Boeing est en train de travailler étroitement avec les fabricants du système et les régulateurs sur ces modifications et améliorations pour s'assurer que la formation (des pilotes)



par les (compagnies) clientes ne soit pas perturbée», poursuit encore le groupe de Chicago.

La compagnie aérienne américaine Southwest, grosse cliente du 737 MAX avec 34 exemplaires en service avec l'immobilisation au sol de cet avion mi-mars, a indiqué samedi à la presse qu'elle devrait recevoir un

simulateur spécifique au MAX «en toute fin d'année».

C'est la première fois que Boeing admet un défaut de conception concernant un équipement du 737 MAX, dont le dysfonctionnement du système anti-décrochage MCAS a été mis en cause dans la tragédie d'Ethiopian.

## BANGLADESH: 270.000 réfugiés apatrides du Myanmar vont obtenir une carte d'identité

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le gouvernement du Bangladesh ont lancé une campagne d'enregistrement des réfugiés Rohingyas, à raison de 4.000 par jour, en indiquant le Myanmar comme pays d'origine.

Selon l'agence onusienne, plus de 250.000 réfugiés ont déjà été enregistrés dans le cadre de cette campagne dont l'objectif principal est de contribuer à garantir le droit des réfugiés de rentrer volontairement au Myanmar. Il y a plus de 900.000 réfugiés Rohingyas dans les camps du sud-est du Bangladesh.

Sur ce nombre, environ 741.000 ont fui la violence au Myanmar depuis août 2017. Lorsqu'ils y vivaient,



dans bien des cas, les Rohingyas étaient incapables d'obtenir une citoyenneté et des documents officiels. Cette situation a empêché cette minorité d'avoir accès aux droits fondamentaux. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

Filippo Grandi, au cours d'une récente visite au camp de Cox's Bazar, a souligné que «avoir une identité est un droit de l'homme fondamental».

Le patron du HCR a rappelé que «beaucoup de ces personnes n'ont jamais eu une pièce d'identité valide,

ce qui représente pour elles un pas vers une vie plus digne». Le HCR souligne également que la possibilité d'améliorer l'information sur les réfugiés au Bangladesh peut contribuer à améliorer leur vie, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes et les personnes handicapées. En outre, à l'approche de la saison des cyclones, l'enregistrement peut aider à réunir les familles si elles sont séparées au cours des tempêtes. A la fin du processus d'enregistrement, les réfugiés reçoivent une carte d'identité, avec photos et informations de base, y compris des données sur la naissance et le sexe.

Seuls les réfugiés âgés de plus de 12 ans reçoivent le document.

## GUINÉE: 5 morts et un disparu suite à des pluies diluviennes



Des pluies diluviennes survenues dans la nuit de vendredi à samedi en Guinée ont fait cinq morts, un disparu, des blessés graves et d'importants dégâts matériels à Conakry.

Dans un communiqué, le gouvernement guinéen a précisé que la plupart des victimes sont des mineurs dont les corps ont été emportés par les eaux.

Pour mettre à l'abri d'autres populations touchées, il a annoncé la mise en place d'un périmètre de sécurité, tout en apportant soutien et assistance à l'ensemble des sinistrés.

A cette occasion, le gouvernement a informé les populations qu'en plus «du plan d'urgence d'assainissement de la capitale, le programme global

d'assainissement du pays financé à hauteur de 100 millions d'euros s'est mis en place et devra permettre d'assurer la salubrité publique».

En ce début de la saison hivernale en Guinée avec de grandes pluies attendues dans les jours à venir, le gouvernement a exhorté «les populations à observer les mesures de prudence, d'hygiène et de sécurité qui s'imposent en ce début d'hivernage».

A la tête d'une délégation gouvernementale, le Premier ministre Kassory Fofana s'est rendu au chevet des victimes pour apporter le soutien de son gouvernement et a annoncé des mesures immédiates de secours d'urgence.

## CRASH EGYPTAIR 2016: Un incendie causé par un iPhone ou iPad improbable

L'hypothèse selon laquelle l'emballement thermique d'un iPhone ou d'un iPad aurait causé un incendie dans le cockpit de l'avion d'Egyptair, reliant Paris au Caire qui s'était abîmé en mer Méditerranée le 19 mai 2016 est improbable, selon un rapport d'expertise.

L'Égypte avait rapidement mis en avant la thèse d'un attentat, la France privilégiant depuis le départ celle d'un incident technique pour expliquer ce crash qui a fait 66 morts, dont 40 Égyptiens et 15 Français.

Les trois juges d'instruction saisis de l'enquête à Paris ont ordonné deux expertises pour reconstituer le scénario de la catastrophe.

La première était relative à la maintenance de l'appareil et la seconde visait à vérifier si des iPad et iPhone posés dans le cockpit avaient pu être l'objet d'un emballement thermique causant un départ de feu.

Dans un rapport d'expertise de 19 pages révélé par Le Parisien, trois experts considèrent cette dernière possibilité comme peu vraisemblable. Si «l'emballement thermique +spontané+ d'un appareil disposant d'une batterie Li-ion ne peut jamais être rigoureusement exclu (...), l'analyse montre que pour ces appareils, cet événement doit être considéré comme extrêmement improbable», écrivent-ils. Ils précisent toutefois que cette conclusion n'est valable que si l'on considère que les appareils n'ont notamment pas «subi une +agression+ externe mécanique».

En revanche, même si ces appareils étaient branchés dans le cockpit sur des prises non conformes aux recommandations du fabricant



Apple, «cela n'a pas eu d'incidence sur (leur) sécurité», relèvent-ils.

Le vol MS804, reliant Paris au Caire, s'était abîmé en mer Méditerranée le 19 mai 2016 entre la Crète et la côte nord de l'Égypte, après avoir soudainement disparu des écrans radars.

Le rapport d'expertise sur la maintenance de l'appareil avait lui pointé «le grand manque de rigueur des équipages et des services techniques d'EgyptAir». «L'expertise a mis en évidence que cet appareil aurait dû faire l'objet de vérifications lors des quatre précédents vols, et n'aurait

pas dû quitter Le Caire après l'enchaînement de défauts récurrents, mais non signalés par les équipages successifs», résumaient les experts français dans ce document de 76 pages. Côté égyptien, les autorités ont mis un terme fin 2016 à leur enquête de sécurité et transmis le dossier à la justice égyptienne, sans nouvelles jusqu'ici.

Le Caire avait affirmé en décembre 2016 avoir découvert des traces d'explosifs sur des restes de victimes, suscitant le scepticisme côté français d'autant qu'aucune organisation n'avait revendiqué un attentat.

## TRANSPORT: Lancement en juin de la nouvelle ligne aérienne reliant la Chine au Rwanda



Une nouvelle ligne aérienne reliant la ville de Guangzhou, dans la province chinoise du Guangdong (sud), à Kigali, au Rwanda, avec une escale à Mumbai, en Inde, sera lancée en juin.

Selon des sources de l'Aéroport international Baiyun de Guangzhou, le vol sera exploité par RwandAir, et le premier vol décollera de Guangzhou le 18 juin.

Les allers-retours seront réalisés trois fois par semaine chaque mardi, jeudi et samedi par un Airbus A330. La P-dg de RwandAir, Yvonne Manzi Makolo a déclaré que la nouvelle ligne aérienne apporterait plus d'opportunités, alors que l'Afrique et la Chine ont constaté une hausse du volume commercial et de la demande en matière de capacité aérienne. Guangzhou deviendra ainsi la deuxième destination de RwandAir en Extrême-Orient, après Mumbai.

## INTERNET: Facebook ferme en Pologne 27 pages à contenu haineux et de désinformation



Facebook a fermé en Pologne 27 pages diffusant des fausses nouvelles ou des contenus haineux, à l'approche des élections européennes, a annoncé l'ONG de cybermilitantisme Avaaz. Les pages incriminées ont été dénoncées notamment comme véhiculant des propos «antisémites, anti-islam, anti-migrants... et anti-féministes», selon un communiqué d'Avaaz.

Au total, ces pages comptaient près de 2 millions d'abonnés, a précisé l'ONG.

«Nous avons supprimé un certain nombre de comptes contrefaits et dupliqués qui enfreignaient nos règles d'authenticité, ainsi que plusieurs pages pour le changement de nom et d'autres violations», a confirmé un porte-parole de Facebook, sans autres précisions. Avaaz a salué la «réaction rapide» de Facebook en Pologne.

Cependant, Christoph Schott, directeur de campagne au sein de cette ONG a estimé qu'«à l'approche des élections européennes, Facebook devrait effectuer un bilan de santé complet et urgent sur sa plateforme européenne et en supprimer tout le contenu malhonnête et toxique».

La semaine dernière, une enquête similaire d'Avaaz en Italie avait conduit Facebook à fermer pour des raisons semblables 23 pages en Italie suivies par près de 2,5 millions de personnes, et, en avril, trois réseaux d'extrême droite espagnols avec un total de 17 pages et 1,4 million d'abonnés.

APS

## RD CONGO: 45 miliciens détenus au Kasai transférés après une série d'évasions

Quarante cinq miliciens en détention ont été transférés vendredi de Kananga (centre) vers les prisons de l'ouest de la République démocratique du Congo (RDC) après une série d'évasions, ont indiqué samedi des sources concordantes. Ces hommes appartiennent à la milice Kamuina Nsapu qui s'est violemment affrontée avec les forces de sécurité.

Les 45 prisonniers, dont 28 condamnés et 17 en préventive, ont été sortis de la prison de Kananga vendredi, puis conduits au commissariat provincial de la police avant d'être escortés à l'aéroport de Kananga, a rapporté



Edouard Ntumba Buabua, bourgmestre de Kananga dans la province du Kasai central. «Les autorités leur ont dit qu'ils allaient suivre la formation militaire», a-t-

il déclaré aux médias.

«Ils (les détenus) ont été embarqué tard dans la soirée à bord d'un avion antonov affrété par l'armée», a précisé une source aéro-

portuaire à Kananga. Les détenus ont été scindés en deux groupes : «17 détenus ont été conduits à la prison militaire de Ndolo» à Kinshasa, a affirmé Vincent Kayembe, directeur de cabinet au ministère provincial de la Justice. Jeudi, le parquet militaire a indiqué que parmi les évadés figurent quatre présumés assassins de deux experts des Nations unies tués en mars 2017.

Depuis l'arrivée au pouvoir en janvier 2019 du président Félix Tshisekedi, qui est originaire du Kasai, les violences se sont faites de plus en plus rares et des centaines de miliciens se sont rendus aux autorités.

## EST DE LA RDC: Colère après la mort d'un enfant de douze ans tué par un policier



Un policier a été arrêté et la population est de nouveau descendue dans la rue vendredi pour marquer sa colère après la mort d'un enfant de douze ans tué la veille par un policier dans une commune de l'est de la République démocratique du Congo, ont annoncé des sources locales.

Les habitants de Kiwanja, dans la province du Nord-Kivu, ont érigé des barricades pour demander que le policier soit jugé, a déclaré un représentant de la société civile, Jonas Pandasi. «Nous réclamons que justice soit faite à l'endroit de ce policier qui a

tué l'élève de 12 ans. Qu'il subisse la rigueur de la loi», a-t-il ajouté. La police et l'armée ont tiré en l'air pour disperser les manifestants, a rapporté le site actualité.cd. L'écolier de douze ans, Gédéon, a été tué jeudi en marge de la répression d'une manifestation de ces mêmes habitants contre les raptés de civils fréquents dans la région.

«Le policier est déjà aux arrêts ici, au commissariat de la police. Demain, il commence son audition pour qu'il soit transféré à l'auditorat militaire», a assuré un responsable de la police.

# CANICULE : QUAND LA POLLUTION À L'OZONE S'EN MÊLE

*Du soleil à foison, de la chaleur, peu de vent et des gaz d'échappement : tous les éléments sont réunis pour créer un pic de pollution à l'ozone en France, et notamment dans les grandes agglomérations. Le Sud-Ouest, la région Rhône-Alpes et l'Île-de-France sont d'ores et déjà concernés.*

C'était prévisible. Avec la vague de chaleur, l'absence de vent, l'ensoleillement important et les gaz d'échappement émis par les voitures, tous les ingrédients sont réunis pour la formation d'ozone. Ce polluant atmosphérique est bel et bien de retour, avec un dépassement des seuils réglementaires dans plusieurs régions de France, et notamment dans le Sud-Ouest, en Rhône-Alpes et en région parisienne. Le seuil de vigilance a donc été activé, puisque la concentration d'ozone dépasse 180 microgrammes par mètre cube d'air dans ces régions.

Irritant, l'ozone est un polluant photochimique secondaire. Il résulte de réactions chimiques entre des composés organiques volatils (tels que les hydrocarbures) et les oxydes d'azote issus des transports et des industries. Sous l'effet des UV du



soleil, tous ces polluants s'associent à l'oxygène de l'air pour former de l'ozone. C'est une des raisons pour lesquelles les pics de pollution à l'ozone sont beaucoup plus fréquents l'été qu'hiver. Mais contrairement aux idées reçues, la pollution à l'ozone n'est pas limitée aux agglomérations. Émis aux dessus des villes, les polluants peuvent se déplacer avec les masses d'air et se transformer en ozone une fois arrivés en milieu rural.

Parce qu'il irrite les voies respiratoires, l'ozone est un polluant particulièrement néfaste pour la santé. En pénétrant jusque dans les bronches, l'ozone peut provoquer des altérations de la fonction pulmonaire, une toux sèche, des essoufflements, un inconfort thoracique voire une crise d'asthme. L'ozone est également irritant pour les yeux.

En 2014, une évaluation des

risques de la pollution urbaine de l'Observatoire régional de santé d'Île-de-France a montré que les jours de forte pollution à l'ozone étaient associés à une hausse de la mortalité de 6,1% à cause d'accidents respiratoires et cardiovasculaires.

Si des mesures ont déjà été prises pour tenter de limiter ce pic de pollution à l'ozone, il est conseillé de limiter les activités physiques en pleine chaleur, lorsque la concentration en ozone est la plus importante. Mieux vaut également privilégier l'aération de son logement lors des heures les plus fraîches, tôt le matin ou tard le soir. Enfin, il est recommandé de limiter ses déplacements en pleine chaleur, de privilégier les transports en commun et d'éviter d'utiliser des bombes aérosols pour limiter les émissions de composés organiques volatils.

## POLLUTION : ELLE AUGMENTE LE RISQUE D'AUTISME CHEZ LES BÉBÉS

En plus de causer des problèmes respiratoires et de favoriser les arrêts cardiaques, la pollution entraînerait un accroissement du risque d'être autiste chez l'enfant dont la maman a été surexposée. D'après une étude américaine publiée le 18 juin dans l'édition en ligne de la revue *Environmental Health Perspectives*, les femmes exposées durant leur grossesse à des niveaux de pollution de l'air élevés aux États-Unis pourraient avoir deux fois plus de risques de donner naissance à un enfant autiste que celles vivant dans des endroits mieux protégés. Il s'agit de la première étude nationale étendue qui examine le lien entre autisme et pollution atmosphérique sur l'ensemble du

territoire américain, soulignent les chercheurs de la faculté de santé publique de l'université de Harvard (HSPH), à Boston dans le Massachusetts. Les particules comme le diesel, le plomb, le manganèse ou encore le mercure sont déjà connues pour affecter les fonctions cérébrales et le développement de l'enfant. Andrea Roberts, chercheuse au HSPH, explique que cette étude « montre que, selon le type de polluant, de 20 à 60 % des femmes de l'étude vivaient dans des zones où le risque d'autisme était élevé ». Pour parvenir à ces conclusions, les scientifiques ont examiné les données provenant d'une étude entamée en 1989 et qui a porté sur



115 430 infirmières. Ils ont ensuite examiné les niveaux de différents polluants de l'air au moment et dans le lieu des naissances, s'appuyant sur les données de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA). Ils ont également pris en compte d'autres facteurs comme le revenu, le niveau de formation, le fait d'avoir fumé ou non durant la grossesse. Si cette étude a été menée aux États-Unis, elle peut aussi être appliquée à l'Europe. L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), qui se base sur les critères de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), près de 95 % des citadins européens respirent un air trop pollué.

## LES VASOCONSTRICTEURS POUR DÉBOUCHER LE NEZ DEVRAIENT ÊTRE PRESCRITS SUR ORDONNANCE



Les médicaments pour soigner le rhume à base de vasoconstricteurs devraient être prescrits sur ordonnance, selon les nouvelles recommandations de l'Académie de Médecine. Qu'ils soient sous forme nasale ou orale.

Pour soulager les patients enrhumés et déboucher leur nez, les médecins prescrivent (et les pharmaciens conseillent) souvent des médicaments appelés décongestionnants nasaux. Ces traitements s'utilisent, soit par voie orale (pseudéphédrine, phényléphrine), soit par voie nasale (éphédrine, phényléphrine, oxymétazoline, naphazoline, tuami-noptépane).

Actuellement, en France, les formes nasales de ces vasoconstricteurs sont toutes soumises à prescription alors que les formes

orales sont toutes en vente libre. Pourtant, ces médicaments sont associés à certains risques cardiovasculaires et neurologiques.

### Des effets indésirables rares mais graves

Ces médicaments ont des effets indésirables, comme une hypertension artérielle, des syndromes coronariens aigus, des troubles du rythme cardiaque ou des accidents vasculaires cérébraux. Si, « les données de pharmacovigilance montrent que ces effets indésirables déclarés sont certes très rares », rappelle l'Académie, elle insiste sur le fait qu'ils sont graves et dans tous les cas imprévisibles. Ils surviennent aussi bien

avec les formes orales que nasales et dans certains cas, dans le cadre d'un mésusage (non-respect de la posologie ou durée, association de deux vasoconstricteurs, utilisation chez l'enfant, dépendance, et surdosage).

« Après avoir analysé l'ensemble des données de pharmacologie fondamentale et clinique concernant ces médicaments et procédé à l'audition d'experts », explique Jean-Paul Groud, membre de l'Académie de Médecine et co-auteur de ces recommandations, « l'Académie nationale de médecine recommande que les vasoconstricteurs administrés par voie orale, qui ont une balance bénéfices-risques moins favorable que les vasoconstricteurs administrés par voie nasale, soient délivrés uniquement sur ordonnance ».

## Canicule : le coup de chaleur, une urgence médicale

Il n'y a plus de doute, la canicule est bel et bien installée sur le territoire et pour plusieurs jours. Si des gestes simples suffisent généralement à supporter la chaleur, le coup de chaleur ou hyperthermie peut survenir, notamment chez les personnes âgées et les nourrissons. Ce phénomène constitue une urgence médicale qui doit amener à composer le 15. Plus fréquent chez les personnes âgées et les nourrissons, le coup de chaleur ou hyperthermie est une urgence médicale. Potentiellement mortel, ce phénomène doit être soigné rapidement pour éviter des séquelles neurologiques.

En effet, lorsque la température du corps est trop élevée et dépasse les 39°C, le cerveau ainsi que d'autres organes vitaux peuvent être endommagés de manière durable.

Pour éviter de graves répercussions, il convient de connaître les signes qui doivent alerter. Une peau chaude, rouge et sèche lorsque la personne ne transpire plus (indice de déshydratation grave), des maux de tête violents, des nausées, des vomissements, des propos incohérents, une perte de connaissance ou encore des convulsions sont des signes d'un coup de chaleur. Il est alors impératif d'appeler le Samu, en composant le 15. Dans l'attente des secours, il faut placer le sujet à l'ombre, au frais et lui enlever ses vêtements qui peuvent le gêner. Il convient aussi de refroidir la personne en l'aspergeant d'eau fraîche (mais pas glacée), de l'éventer et de placer des sacs de glaçon sur ses membres, conseille le ministère de la Santé.

Si tout le monde peut être concerné par une déshydratation voire un coup de chaleur, les personnes âgées, celles atteintes de maladies cardiaques, de problèmes respiratoires, d'handicaps moteurs ou mentaux et dont l'autonomie est réduite sont particulièrement vulnérables. Même les adultes sans pathologie qui s'exposent de façon inconsidérée à la chaleur et ne s'hydratent pas suffisamment peuvent faire un coup de chaleur. Ceux qui se livrent malgré les recommandations à des activités physiques et sportives en plein soleil sont particulièrement à risque. A noter qu'un coup de chaleur peut également se produire lorsque l'on demeure trop longtemps dans un espace confiné et surchauffé tel que la voiture sans climatisation. Outre une santé fragile, la prise de certains médicaments tels que les tranquillisants et les diurétiques ainsi que l'alcool augmente le risque de coup de chaleur.

Moins grave qu'un coup de chaleur, il est alors conseillé de s'exposition prolongée et non protégée au soleil. Elle s'accompagne de maux de tête, de nausées et d'un sentiment de malaise. Il est alors conseillé de se mettre dans un lieu frais, de s'asperger d'eau et de bien ventiler, voire d'appeler le 15 si les symptômes s'aggravent, même s'il ne s'agit pas a priori d'une urgence vitale.

## LES STATINES AUGMENTENT L'AGRESSIVITÉ CHEZ LES FEMMES

Les femmes ménopausées qui prennent des statines pour faire baisser leur cholestérol voient leur taux d'agressivité augmenter alors que l'inverse se produit chez les hommes.

Le Dr Dr. Beatrice Golomb, professeur à l'École de médecine de l'Université de San Diego, en Californie, et son équipe viennent de publier dans la revue Plos One, les résultats d'une étude sur l'effet des statines sur l'agressivité. Selon le Dr Golomb, des études antérieures ont déjà associé un faible taux de cholestérol avec un risque accru d'actions violentes. Elle a donc cherché à savoir si les statines, tout en faisant baisser le cholestérol, pouvaient avoir un effet protecteur et pourraient faire baisser l'agressivité.

L'étude des chercheurs américains a porté sur 1065 personnes (592 hommes et 244 femmes ménopausées) qui ont été suivies pendant six mois. Certains ont reçu 20 mg de simvastatine, d'autres 40 mg de pravastatine et d'autres encore un placebo. Ni les participants à l'étude, ni les chercheurs ne savaient qui recevait les statines et qui prenait un placebo. Les chercheurs ont mesuré le taux d'agressivité des participants, leur sommeil et leur taux de testostérone pendant la semaine qui a précédé le traitement et pendant le traitement. Les chercheurs ont constaté que de femmes de plus de 45 ans, celles qui ont pris des statines ont montré une augmentation de leurs comportements agressifs au cours de l'étude, par rapport à celles qui n'en prenaient pas. A l'inverse, les hommes



qui ont pris des statines ont vu leur comportement agressif diminuer au fil du temps. «Notre étude montre que les effets des statines diffèrent selon les individus et surtout selon le sexe» a expliqué le Dr Golomb. Dans le groupe des hommes, trois ont fait excep-

tion et ont connu une hausse de l'agressivité au fil du temps. Deux d'entre eux étaient sous simvastatine, un médicament qui a affecté leur sommeil, ce qui a probablement contribué à augmenter leurs comportements agressifs.

## CHOLESTÉROL : QUE REPROCHE-T-ON VRAIMENT AUX STATINES ?

Longtemps présentées comme «miraculeuses», les statines sont de nouveau sur la sellette. Dans son nouveau livre «La vérité sur le cholestérol», qui sort le 21 février, le Pr Philippe Even tire à boulets rouges sur les statines. Mais quels sont les réels risques à prendre un médicament anti-cholestérol ? Certains accusent les statines d'être inutiles. D'autres d'avoir trop d'effets secondaires. Ce qui est certain, c'est qu'elles ne sont pas toujours prescrites à bon escient !

Les statines sont parmi les médicaments les plus vendus au monde. Elles sont aujourd'hui prescrites à des centaines de millions de patients à travers le monde et ont suscité un engouement des leur mise sur le marché, à la fin des années 1980. Un succès dû à leur capacité à faire baisser le cholestérol ou, plus précisément, le LDL-cholestérol. Les sta-

tines réduiraient ainsi le taux de LDL-cholestérol de 15 à 30%. Ce «mauvais» cholestérol qui vient encrasser les artères et participe à l'athérosclérose. Or, l'athérosclérose est responsable de la majorité des maladies cardio-vasculaires (infarctus, AVC...), deuxième cause de mortalité en France avec environ 180 000 décès annuels.

Les médicaments anti-cholestérol sont loin d'être anodins. Il n'y a qu'à se souvenir des débâcles du Stalor®, la statine vedette des laboratoires Bayer. En août 2001, il est brutalement retiré du marché à la suite de plusieurs décès. Il avait provoqué dans le monde la mort de 52 patients par rhabdomyolyse, c'est-à-dire par destruction des muscles. En fait, tous les médicaments de la classe des statines sont associés à des troubles musculaires. C'est pour cela que les médecins sont invités à surveiller

attentivement leurs patients sous statine et à arrêter le traitement s'ils présentent des douleurs musculaires ou des crampes. Surtout si l'examen du sang montre l'élévation d'une enzyme, la créatine-phosphokinase (CPK), témoin de l'agression musculaire.

La liste des effets secondaires des médicaments de la classe des statines ne se limite d'ailleurs pas aux muscles. Elle est bien longue. On y trouve des troubles hépatiques et digestifs, des maux de tête, des insomnies, des allergies cutanées, des œdèmes... Autres problèmes possibles : douleurs articulaires, fourmillements (paresthésies), vertiges, problèmes de mémoire, impuissance, apnée. Sans parler des interactions médicamenteuses, fréquentes avec les anticoagulants et encore certains antibiotiques ou antihypertenseurs.

## LEGO VEUT ENCOURAGER LES JEUNES FILLES À FAIRE DES CARRIÈRES SCIENTIFIQUES

La marque de jouets veut inciter les femmes à s'orienter davantage vers des métiers liés aux mathématiques et aux sciences, dont elles ont tendance à s'autocliminer. Mécaniciens, pompiers, ingénieurs. Autant de métiers où la gent féminine est sous-représentée par rapport aux hommes. Cette réalité sur le marché du travail se reflète dans la cour de récré, où les stéréotypes de genre ont la vie dure et où on voit par exemple peu de filles s'amuser avec des petites voitures.

Fort de ce constat, le fabricant de jouets Lego a décidé de s'engager dans un combat «féministe». Pour encourager les jeunes filles à embrasser des carrières qu'elles ont tendance à juger réservées aux hommes, l'entreprise a imaginé une nouvelle ligne de figurines jaunes avec des petits personnages féminins. On y trouve des vétérinaires, des

explorateurs marins, des mécaniciens et des pilotes de ligne. Ces nouveaux personnages tiennent dans l'histoire de la marque, habituée à créer des Lego femmes uniquement dans des domaines non professionnels.

La marque n'est pas la première à s'engager dans la brèche et à militer avec des jouets pour plus de mixité dans certaines professions. Cette initiative rappelle les «Miss genre» de la vie dure et où on voit par exemple peu de filles s'amuser avec des petites voitures.

Plus proche de nous, un fabricant de jouets londonien a aussi créé des poupées handicapées (malentendante ou aveugle) pour envoyer un message de tolérance et sensibiliser les enfants à la différence.



## SOUDAN: La contestation veut un civil à la tête du Conseil souverain de la transition

Les leaders de la contestation au Soudan se sont dits déterminés à ce qu'un civil dirige le futur Conseil souverain, institution-clé de la transition dont la composition sera au coeur de la reprise prévue des négociations avec le Conseil militaire de transition dimanche soir.

Selon un communiqué de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, les négociations reprendront à 21h00 (19h00 GMT) et se focaliseront sur la répartition, entre armée et contestation, des sièges du Conseil souverain ainsi que sur son futur chef.

Les négociations avaient été suspendues mercredi soir par le Conseil de transition militaire, au pouvoir depuis la destitution le 11 avril du président Omar el-Béchir, qui réclamaient la levée des barricades installées par des manifestants à Khartoum. Depuis le 6 avril, des milliers de Soudanais campent devant le QG de l'armée.

Leur revendication principale, appuyée par la communauté internationale qui fait aussi pression sur les militaires, est le transfert du pouvoir à une administration civile.

Vendredi, des manifestants ont déconstruit des barricades mais menacé de les installer à nouveau si les militaires ne reprenaient pas les négociations.

Samedi soir, le Conseil militaire de transition a annoncé la reprise des discussions dimanche avec l'ALC au palais présidentiel.

Depuis plusieurs semaines, les négociations butent sur la composition du Conseil.

Le conseil militaire insiste pour y obtenir une majorité de sièges tandis que les leaders de la contestation ont réaffirmé dimanche leur volonté de limiter la présence des militaires et de placer un des leurs à la tête du Conseil.

Le Conseil militaire de transition est dirigé par le général Abdel Fattah al-Burhane.

Les militaires qui négocient avec l'ALC ont annoncé que le général Burhane, nouvel homme fort du pays, dirigerait la future instance de gouvernement pour la transition.

Militaires et protestataires s'étaient entendus sur plusieurs points avant la suspension des négociations: la durée de la période de transition --trois ans-- et la création d'un Parlement composé de 300 personnes, dont les deux tiers seraient issus de l'ALC.

## Les auteurs présumés de l'agression contre des manifestants arrêtés

Les auteurs présumés de l'agression meurtrière contre des manifestants à Khartoum ont été arrêtés, a annoncé le vice-président du Conseil militaire de transition (CMT) du Soudan, Mohammad Hamdan Daglo.

Les responsables de ce «massacre» ont plaidé coupable, a indiqué M. Daglo samedi, ajoutant que «leur identité sera dévoilée à la télévision».

Il a réaffirmé l'importance de continuer le dialogue avec les représentants de la contestation populaire afin de mettre un terme à la crise que traverse le pays. Peu après qu'un accord décisif a été conclu, lundi dernier, entre les deux parties sur des structures de transition pour gouverner le pays, un militaire et six manifestants ont été tués à Khartoum par des hommes armés et plus de cent autres ont été blessés, selon des médias. Au cours d'une conférence de presse, le Conseil militaire a fait état de la mort d'un commandant de la police militaire, en plus de trois soldats blessés et plusieurs manifestants. «Des éléments non identifiés qui voulaient saboter les négociations entre les deux parties» ont ouvert le feu devant le quartier général (QG) de l'armée soudanaise, où se tient depuis plus d'un mois un sit-in organisé par les contestataires», a-t-il indiqué.

Les deux parties avaient repris les discussions jugées cruciales pour l'avenir du pays, après trois décennies d'un pouvoir exercé par l'ancien président Omar el-Béchir.

## MALAWI: Elections générales demain, 8 candidats à la présidentielle

Le Malawi s'appête à organiser demain mardi des élections générales devant permettre l'élection du chef de l'Etat parmi huit candidats en lice dont le sortant Peter Mutharika, ainsi que l'élection des députés et des représentants locaux.

Ce sont 6,8 millions d'électeurs qui devront se rendre ce jour-là aux urnes répartis à travers le territoire national. La présidentielle est le rendez-vous qui intéresse le plus les citoyens de ce pays de l'Afrique australe pauvre et agricole dépendant de l'aide internationale.

Le suspens se jouera entre le chef de l'Etat sortant du Malawi Peter Mutharika et le chef de l'opposition Lazarus Chakwera, ainsi que Saulos Chilima vice-président et Atupele Muluzi ministre de la Santé.

Quatre autres candidats plus ou moins inconnus sont en lice pour la présidentielle. Peter Mutharika 78 ans, est au pouvoir depuis 2014. Il cherche à briguer un second mandat. Il a hérité de la direction du Parti démocratique progressiste (DPP) à la suite du décès en 2012 de son frère, alors président, Bingu wa Mutharika.

Il est soupçonné d'avoir tenté de cacher le cadavre de son aîné mort d'une crise cardiaque puis d'avoir intrigué pour empêcher la vice-présidente Joyce Banda d'hériter, conformément à la Constitution, du fauteuil présidentiel.

Il devra patienter jusqu'en 2014 pour prendre la tête du pays.

Sa présidence a été marquée par un fort mécontentement populaire, alimenté par un scandale de pots-de-vin, des pénuries de nourriture et des coupures d'électricité.

Son principal rival, Lazarus Chakwera, 64 ans, dirige le principal parti d'opposition, le Parti du congrès du Malawi (MCP), au pouvoir de 1964 à 1994 du temps de Hastings Banda.

Il retente sa chance à la présidentielle après un premier échec en 2014, où il avait fini deuxième.

Avant de se lancer en politique, ce diplômé en philosophie a présidé les Assemblées de Dieu du Malawi pendant 24 ans.

Il bénéficie du soutien de l'ex-chef de l'Etat Joyce Banda (2012-2014), qui a renoncé à se présenter.

L'autre candidat qui pourrait peser lors du scrutin de mardi est Saulos Chilima. Il est élu vice-président en 2014 sur le «ticket» de Peter Mutharika. Chilima a claqué bruyamment l'an dernier la porte du DPP, au pouvoir, et lancé son Mouvement uni de transformation (UTM) en vue de la présidentielle.

A 46 ans, ce fervent catholique



diplômé d'économie dénonce la corruption et le népotisme au sein de l'élite dirigeante. Sa campagne énergique et haute en couleurs pourrait attirer les jeunes de moins de 35 ans, qui représentent 65% des 6,8 millions d'électeurs. Il peut compter sur le soutien indéfectible de son épouse Mary Chilima, qui a enregistré un clip de rap pour le soutenir. Avant d'entrer en politique, Saulos Chilima a occupé de hautes fonctions dans des compagnies multinationales comme Airtel Malawi, dont il fut le PDG.

Atupele Muluzi, 41 ans, est le quatrième candidat. Il est le fils du second président du Malawi indépendant, Bakili Muluzi (1994-2004), et est à la tête du Front démocratique uni (UDF).

Arrivé quatrième à la présidentielle de 2014, il s'était allié au DPP et occupe actuellement le poste de ministre de la Santé. Il a participé au gouvernement de Joyce Banda.

En dépit des foules qui se déplacent pour ses réunions publiques, il a perdu en crédibilité en continuant de servir comme ministre du président Mutharika. Le chef de l'Etat est élu au Malawi selon un scrutin à un tour à la majorité simple. Ces élections sont les premières organisées en vertu d'une nouvelle loi sur le financement des partis et des campagnes.

### Le Malawi en quelques lignes

Couvrant environ un cinquième de la superficie du pays (118.484 km<sup>2</sup>), le lac Malawi est l'un des plus vastes d'Afrique, long de 580 km sur 75 de large. Très poissonneux et potentiellement riche en pétrole, il fait l'objet d'un différend frontalier avec la

Tanzanie. En mars, le pays a été durement frappé par le cyclone Idai qui a également dévasté le Mozambique et le Zimbabwe. Environ 80% des 18 millions de Malawites sont chrétiens, les autres étant animistes ou musulmans.

Le pays compte deux langues officielles, l'anglais et le chiwewa.

Ancien protectorat britannique du Nyassaland, le Malawi, devenu indépendant en 1964, est dirigé par Hastings Kamuzu Banda jusqu'aux premières élections multipartites de 1994, remportées par Bakili Muluzi, réélu en 1999.

Bingu wa Mutharika, frère de l'actuel chef de l'Etat, lui succède en 2004.

Réélu en 2009, il décède en 2012. La vice-présidente Joyce Banda termine le mandat, terni par un gigantesque scandale de corruption dit du «cashgate».

Le Malawi est un pays essentiellement agricole, produisant notamment du tabac, du thé et du sucre.

Seuls 11% de sa population ont accès à l'électricité, et une moitié vit sous le seuil de la pauvreté. En 2018, la Banque mondiale estime la croissance du PIB à 3,5%, ralentie par une moindre production agricole due à la sécheresse et à une invasion de chenilles. Il est classé 171ème sur 189 pays pour son indice de développement humain (Pnud 2018). La Chine est son premier partenaire commercial. En 2017, près d'un million de personnes vivaient avec le sida au Malawi, selon l'Onusida, avec un taux de prévalence du virus VIH de 9,6% chez les 15-49 ans.

Le sida a provoqué près d'un million d'orphelins.

## SAHARA OCCIDENTAL: La Namibie confirme l'entrée en application des décisions de la conférence de la SADC de solidarité avec le peuple sahraoui

Le Conseil des ministres namibien a approuvé la mise en application par la Namibie des recommandations de la déclaration de la conférence de solidarité avec le Sahara occidental, organisée par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en mars dernier, dans laquelle elle affirme son soutien indéfectible au droit inaliénable du peuple du Sahara occidental occupé à l'autodétermination et à l'indépendance. La décision du conseil des ministres

namibien, annoncée lors d'une conférence de presse du ministre des technologies de l'information et de la communication, Stanley Simataa, réaffirme également «l'engagement de la Namibie à mettre la cause sahraouie en évidence au niveau bilatéral et aux niveaux régional, continental et international», a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS.

«La Namibie se trouvait, il n'y a pas longtemps, dans la même situation que le Sahara Occidental, dont le

droit de son peuple à l'autodétermination n'a pas été respecté», a indiqué le même responsable. «Le conseil des ministres a réitéré l'engagement de la Namibie à soutenir la question du Sahara Occidental, afin de permettre à son peuple de jouir de sa liberté», a ajouté M. Simataa.

Les Etats membres de la SADC et tous les pays ayant participé à la conférence de solidarité avec le peuple sahraoui, tenue le 25 mars dernier à Pretoria, avaient réex-

primé leur soutien indéfectible au droit inaliénable du peuple du Sahara occidental occupé à l'autodétermination, conformément à la Charte des Nations Unies et à l'Acte constitutif de l'Union africaine (UA). La SADC compte 16 membres, à savoir: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Namibie, Ile Maurice, République démocratique du Congo (RDC) et les Seychelles.

## VEZUELA/CRISE: Maduro célèbre le début de discussions avec l'opposition

Le gouvernement vénézuélien et l'opposition ont entamé des discussions, en Norvège, en vue de trouver une solution à la crise qui secoue le Venezuela depuis près de quatre mois, alors que le président Nicolas Maduro a appelé à «avancer sur la voie de la paix» en célébrant le début des contacts.

Le président vénézuélien a ainsi célébré vendredi le «début des discussions» avec l'opposition à Oslo, tout en remerciant la Norvège pour son rôle de médiateur. «Les pourparlers pour progresser vers des accords de paix, de concorde et d'harmonie, ont bien commencé, et je demande le soutien de tout le peuple vénézuélien pour avancer sur la voie de la paix», a déclaré M. Maduro lors d'une cérémonie devant quelque 6.500 militaires dans l'Etat d'Aragua, dans le nord du Venezuela.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, Jorge Rodriguez, et du gouverneur de l'Etat de Miranda, Hector Rodriguez, deux personnalités qui ont participé cette semaine aux pourparlers à Oslo.

Alors que son pays est confronté à la pire crise socio-économique de son histoire récente, le président Maduro a déclaré que le «Venezuela doit traiter ses conflits», soulignant que ces discussions avec l'opposition sont de «bonnes nouvelles». Quelques heures auparavant, le ministre norvégien des Affaires étrangères avait fait état de «contacts préliminaires» avec les deux camps dans le cadre d'une «phase exploratoire».

Judi, le chef de l'opposition Juan Guaido s'était contenté de dire que des délégués de son camp participaient à une «médiation» de la Norvège.

«Il n'y a aucun type de négociations», avait-il tempéré.

L'opposition était représentée à Oslo par l'ancien député Gerardo Blyde, l'ex-ministre Fernando Martinez Mottola ainsi que le vice-président du Parlement, Stalin Gonzalez. Les discussions à Oslo interviennent alors qu'un groupe de nations principalement européen se prépare à envoyer une délégation de haut niveau au Venezuela pour proposer des solutions à la crise prolongée du pays. Le groupe de contact international comprend huit pays européens, l'Union européenne et quatre pays d'Amérique latine.



Le gouvernement vénézuélien salue la déclaration de la Norvège

Le gouvernement vénézuélien a salué la déclaration de la Norvège à propos de la situation au Venezuela et a réaffirmé le dialogue comme étant la seule voie dans le dénouement de la crise politique, a déclaré la vice-présidente du pays d'Amérique latine, Delcy Rodriguez. Le président Nicolas Maduro «ratifie et réaffirme la voie du dialogue comme étant le seul moyen de parvenir à l'entente entre les Vénézuéliens», a tweeté vendredi Mme Rodriguez. Celle-ci a rejoint la déclaration officielle publiée vendredi par le gouvernement norvégien, qui joue un rôle de médiation pour faciliter le dialogue entre le gouvernement et l'opposition vénézuéliens.

«La Norvège annonce avoir eu des contacts préliminaires avec des représentants des principaux acteurs politiques du Venezuela dans le cadre d'une phase exploratoire, afin de soutenir la recherche d'une solution à la situation dans le pays», indique la déclaration. Plus tôt, le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Jorge Arreaza s'est félicité du début des pourparlers avec l'opposition en Norvège. «Ce qui doit être souligné, c'est qu'il s'agit d'une bonne nouvelle (...) C'est le seul

moyen de trouver des solutions à cette situation», a déclaré M. Arreaza sur le réseau de télévision latino-américain Telesur. La crise politique au Venezuela s'est aggravée depuis le 23 janvier, lorsque Juan Guaido, dirigeant de l'opposition et président du parlement, s'est auto-proclamé «président par intérim» lors d'un rassemblement dans la capitale, Caracas.

Il a été reconnu par les Etats-Unis, ainsi que les membres du groupe de Lima (à l'exclusion du Mexique), par l'Organisation des Etats américains et par la plupart des Etats membres de l'Union européenne.

La Russie, la Biélorussie, la Bolivie, l'Iran, Cuba, le Nicaragua, El Salvador, la Syrie et la Turquie ont exprimé leur soutien au président Maduro, qui demeure le président légitime du Venezuela.

A la crise politique, émaillée de violences ayant fait des dizaines de morts, s'ajoute la pire crise économique de l'histoire récente de ce pays où, selon l'ONU, sept millions de personnes, soit un quart de la population, ont besoin d'une aide humanitaire urgente. Dans ce contexte, l'état-major et le ministre de la Défense, le général Vladimir Padrino, n'ont eu de cesse de réaffirmer leur loyauté au président Nicolas Maduro et à la «révolution bolivarienne».

## SUISSE: Les Suisses approuvent un durcissement de leur législation sur les armes

Les Suisses ont approuvé hier par référendum une loi visant à durcir les conditions d'acquisition de certaines armes, selon des résultats provisoires. Selon des projections de l'institut de sondage gfs.bern rendues publiques à la mi-journée par la télévision publique suisse RTS, le oui l'emporterait avec 67% des suffrages (+/- 3 points de marge d'erreur).

Avant le vote, le gouvernement suisse avait averti les électeurs qu'un rejet de cette nouvelle législation pourrait conduire à une exclusion de la Confédération - qui n'est pas membre de l'UE - des accords européens de Schengen et Dublin auxquels elle est associée.

Une telle exclusion aurait eu des conséquences dans les domaines de la sécurité et de l'asile, mais aussi en matière de tourisme, et coûterait «plusieurs milliards de francs suisses par an», selon les autorités fédérales. C'est un peu malheureux, mais nous acceptons le résultat», a réagi Olivia de Weck, vice-présidente de ProTell, le lobby pro-armes suisse qui s'était fortement mobilisé contre la nouvelle législation. «C'est la démocratie qui prime», a souligné Mme de Weck, ajoutant: «Nous savions que ça allait être difficile.» Les armes sont très répandues en Suisse, même si en l'absence de registre fédéral, il est difficile de savoir combien circulent exactement.

Selon le centre de recherches genevois Small Arms Survey, en 2017 plus de 2,3 millions d'armes étaient aux mains de civils en Suisse, soit près de trois pour 10 habitants, ce qui classe la Suisse au 16e rang mondial pour le nombre d'armes par habitant.

La nouvelle législation ne prévoit pas de registre central, mais impose le marquage de tous les éléments essentiels d'une arme.

Elle classe les armes semi-automatiques munies d'un chargeur de grande capacité dans la catégorie des armes dites «interdites», mais collectionneurs et tireurs sportifs pourront encore les acquérir en demandant une «autorisation exceptionnelle».

Les tireurs devront démontrer après cinq ans puis dix ans qu'ils continuent à pratiquer régulièrement.

## AUTRICHE: Le chef de l'Etat propose des législatives anticipées en septembre

Le chef de l'Etat autrichien, Alexander Van der Bellen, a proposé hier que les élections législatives anticipées, convoquées après le scandale frappant le parti d'extrême droite FPÖ, se tiennent dès le mois de septembre.

«Je plaide pour de nouvelles élections en septembre, si possible au début du mois de septembre», a déclaré le président de la République après une entrevue avec le chancelier Sebastian Kurz.

Ce dernier avait annoncé la veille la fin de sa coalition avec le FPÖ après 18 mois de mandature.

Le calendrier précis doit encore faire l'objet de discussions entre les responsables politiques.

La brutale débâcle de la coalition autrichienne entre les conservateurs et l'extrême droite, dont une sulfureuse vidéo a précipité la chute, bouscule la campagne pour les élections européennes et le jeu politique dans le pays qui retournera ainsi aux urnes après l'été.

La presse autrichienne décrivait dimanche les troupes du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) en état de sidération après la disgrâce de l'homme fort de cette formation d'extrême droite, Heinz-Christian Strache, acculé hier à la démission de tous ses mandats.

Ce Viennois a quitté la tête du parti d'extrême droite qu'il dirigeait depuis quatorze ans mais aussi son poste de numéro deux du gouvernement de Sebastian Kurz qui a noué une alliance avec le FPÖ après sa victoire aux législatives d'octobre 2017.

APS

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES: Un contexte compliqué

Les élections européennes prévues le 23 et 26 mai courant interviennent dans un contexte tout à fait nouveau marqué par la préoccupation de la plupart des pays par les retombées de la question du Brexit, la révision par Téhéran de certains de ses engagements dans l'accord nucléaire de 2015 et la montée de l'extrême droite.

En outre, le spectre de l'abstention se présente en 2019 dans la majorité des pays de l'Union européenne (UE) comme étant «le grand parti» adulé par les foules.

Au sujet de l'abstention, les Européens ne cessent pas de battre le record.

En 2014, date des dernières élections européennes, le taux d'abstention à l'échelle des pays européens avait atteint 57,7%. Dans certains pays, à l'image de la Slovaquie le taux d'abstention avait

atteint 87%. L'enjeu des élections européennes est, pour rappel, d'une grande importance.

C'est au niveau du parlement européen que beaucoup de décisions se prennent. Ces élections interviennent cette fois dans un contexte compliqué, marqué par la préoccupation de la plupart des pays par les retombées de la question du Brexit, la révision par Téhéran de certains de ses engagements dans l'accord nucléaire de 2015 et la montée de l'extrême droite. A propos du Brexit (sortie du Royaume-Uni de l'UE), ce dossier a tenu en haleine pendant plusieurs mois les pays de l'Union européenne, créant une sorte de division parmi les pays qui soutiennent le report du Brexit et ceux qui s'y opposent. La position de la chancelière allemande Angela Merkel, qui a défendu le report du

Brexit, n'a pas été du goût de plusieurs pays.

«Je suis d'opinion (...) que nous devons laisser un délai raisonnable» aux partis politiques britanniques pour négocier une sortie de crise, et il est donc fort possible que (le délai accordé par l'UE) soit plus long que celui demandé par la Première ministre britannique», a-t-elle déclaré devant les députés allemands. De son côté, le président français Emmanuel Macron était le premier à avoir affiché son opposition contre le report. Il avait brandi même la menace de faire une campagne pour bloquer ce report. D'autres dirigeants de pays européens ont exigé des garanties. Outre la question du Brexit, les retombées de la révision par l'Iran de certains de ses engagements quant au traité nucléaire signé en 2015 avec les grandes puissances, une

année après le retrait unilatéral des Etats-Unis de cet important deal, a eu un effet d'une bombe auprès des pays européens signataires, à l'instar de la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne. Les pertes sont incommensurables pour les pays signataires. Les pays signataires de l'accord sur le nucléaire iranien, à savoir l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, ainsi que l'Union européenne ont rejeté «l'ultimatum» de l'Iran leur accordant un délai de 60 jours avant de remettre en cause de nouveaux aspects de l'accord. «Nous rejetons tout ultimatum et nous évaluerons le respect par l'Iran de ses engagements en matière nucléaire», préviennent ces pays ainsi que la Haute représentante de l'UE pour la politique étrangère, Federica Mogherini, dans un communiqué commun.

## MOBILES

## Huawei refuse de céder à la "pression" des Etats-Unis

Le géant chinois des télécoms Huawei est prêt à affronter la "pression" des Etats-Unis et va réduire sa dépendance aux composants américains, a affirmé son fondateur à la presse japonaise.



En pleines tensions commerciales avec Pékin, le ministère américain du Commerce a placé mercredi Huawei sur une liste d'entreprises suspectes auprès desquelles les groupes américains ne peuvent fournir d'équipements qu'après avoir obtenu un feu vert des autorités.

"Nous y sommes préparés", a affirmé Ren Zhengfei samedi devant la presse japonaise au siège de Huawei à Shenzhen (sud). Il s'agit de sa première prise de parole officielle depuis la décision américaine. M. Ren a assuré que son groupe allait continuer à développer ses propres composants pour réduire la dépendance du groupe aux fournisseurs étran-

gers. Leader mondial de la technologie 5G, Huawei reste dépendant des technologies de fournisseurs étrangers. Il achète pour environ 67 milliards de dollars de composants chaque année, dont 11 milliards auprès de fournisseurs américains, selon le quotidien économique Nikkei.

D'ordinaire discret, Ren Zhengfei, 74 ans, a dû sortir de l'ombre ces derniers mois face aux pressions croissantes subies par son entreprise.

Celle-ci est soupçonnée dans certains pays d'avoir des liens potentiels avec les services de renseignement chinois. Huawei est également la cible d'une intense campagne de Washington, qui

veut convaincre ses alliés de renoncer à utiliser ses équipements.

"Nous n'avons rien fait qui viole la loi", s'est défendu Ren Zhengfei, s'attendant à ce que la croissance de Huawei "ralentisse, mais seulement légèrement". Mercredi, le président américain Donald Trump a interdit aux réseaux américains de télécoms de se fournir en équipements auprès de sociétés étrangères jugées à risque, une mesure visant Huawei. Ren Zhengfei a assuré que son entreprise ne céderait pas à la pression de Washington.

"Nous ne changerons pas de direction à la demande des Etats-Unis et nous n'accepterons pas

de surveillance, comme ZTE l'a fait", a-t-il dit, cité par Nikkei, en référence à un autre géant chinois des télécoms, lui aussi dans le collimateur américain l'an dernier.

En interdisant toutes ventes de composants électroniques à l'équipementier, Washington avait mis en péril l'existence même de ce groupe de 75.000 employés. Le président Donald Trump était finalement revenu sur cette décision. En contrepartie, ZTE avait dû s'engager à verser une amende d'un milliard de dollars et accepter la tutelle d'agents américains dans ses bureaux pendant dix ans.

APS

CHINE :  
550 entreprises de 110 pays attendues au Congrès mondial de la téléphonie mobile de Shanghai

Plus 60.000 visiteurs professionnels et 550 entreprises réputées de plus de 110 pays sont attendus au Congrès mondial de la téléphonie mobile (MWC) devant se tenir à Shanghai en Chine à partir du 26 juin prochain, ont annoncé les organisateurs.

Cet événement, important pour la technologie de prochaine génération en Asie a pour thème principal "la connectivité intelligente", selon les organisateurs. L'événement de cette année met, également, l'accent sur les sujets des dernières technologies, dont la 5G, l'Internet des objets, l'intelligence artificielle et les mégadonnées.

Le MWC de Shanghai durera trois jours, et sera composé de conférences, de sommets et d'expositions. Plus de 200 intervenants et dirigeants de classe mondiale, dont Xu Ziyang, PDG de la société ZTE, et Cristiano Amon, président de Qualcomm Incorporated, seront présents à l'événement.

## PUBLICITÉ

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE  
ÉTABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER - AHMED BEN BELLA - KHENCHELA

(Numéro Identification Fiscal : 0984400190001/41 073)

(Siège Social : route de Batna-Khenchela) (N° Tél : 032 71 09 36-\*. N° Fax : 032 71 09 43)

## Avis Annulation de l'attribution provisoire d'un marché

L'établissement hospitalier public Ahmed ben Bella-Khenchela annonce à tous les contractants ayant participé à l'avis d'appel d'offre Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimale N° :01/2019 relatif à l'approvisionnement en Denrées Alimentaires l'établissement hospitalier public Ahmed Ben Bella-Khenchela Durant L'Année 2019 paru dans deux quotidiens nationaux النهار *al-Nahar* & DK NEWS du 21/01/2019 & dans le (BOMOP) sous numéro ANEP1916001521, intéresser à l'attribution provisoire par lot :

- Jehfa Haroune - Commerce de gros de produits liés à l'alimentation humaine - lot n° 01: Denrées alimentaires d'un montant maximum en toute taxe: 16 432 100,00 DA/
- Sassi Miloud - Commerce de gros de produits liés à l'alimentation humaine - ouaregla lot n° 02: Viande rouge, blanche et œufs, avec un montant maximal en toute taxe: 26 301 380,00 DA/
- Sami Rahmouni - Commerce de gros de produits liés à l'alimentation humaine -Oran lot n° 03: Légumes et fruits d'un montant maximum en toute taxe: 10 030 237,50

Et publié dans le journal de langue française DK NEWS le: 07/03/2019 et également en arabe dans le journal Diyar du 10/03/2019 sous le numéro: Anep: 191600551

Que l'attribution provisoire a été annulée ci-dessus et la ré-opération pour tous les lots en raison du rejet du Comité des marchés publics des établissements de santé publics de la Direction de la santé et de la population -Khenchela lors de sa session tenue le 04/04/2019.

DK NEWS

Anep : 1916011532 du 20/05/2019



EPE - Algérie Télécom - Spa  
Direction Opérationnelle d'Adrar  
NIF: 000216001808337  
Sous Direction Fonction support  
Département Achat et Logistique  
Service Achat

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°44/AT/DOADRAR/SDFS/DAL/SA/2019

Un Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour : TRAVAUX DE CANALISATION URBAINES REPARTIE SUR HUIT (08) LOTS :

- Lot N°01: BAOUNDJI (0.730 km/Artère)
- Lot N°02: TITAOUINE CHERFA (0.630 km/Artère)
- Lot N°03: TABERKAN (0.500 km/Artère)
- Lot N°04: IKISS (0.435 km/Artère)
- Lot N°05: OULED LHADI (0.350 km/Artère)
- Lot N°06: TAKHIF (0.270 km/Artère)
- Lot N°07: TAZOULT (0.230 km/Artère)
- Lot N°08: ADMER (0.200 km/Artère)

#### ELIGIBILITE DES CANDIDATS:

Le soumissionnaire doit justifier d'une qualification et classification professionnelles contenant l'activité hydraulique et/ou travaux publics selon les paliers suivants :

Palier 01 : Pour les lots dont la distance est supérieure à 600 mètres linéaires (artère)

Seules des soumissionnaires possédant un certificat de qualification et classement de 01 et plus sont appelées à soumissionner pour ces lots.

Palier 02 : Pour les lots dont la distance est inférieure à 600 mètres linéaires (artère)

Aucune qualification n'est exigée pour ces lots.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la structure contractante d'Algérie télécom à l'adresse suivante :

ALGERIE TELECOM - SPA -  
DIRECTION OPERATIONNELLES D'ADRAR  
Rue de 08 Mars (Près de l'Hôpital).

Contre le paiement, auprès de la banque BNA Agence d'Adrar, d'un montant de deux mille dinars algériens (2000 DA) non remboursable. Représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire : Compte en dinars N°00100.250.0300.000.135/43.

#### Présentation des offres :

Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique », « offre financière ».

Les Trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant uniquement les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°44/AT/DOADRAR/SDFS/DAL/SA/2019  
TRAVAUX DE CANALISATION URBAINES  
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

ALGERIE TELECOM - SPA -  
DIRECTION OPERATIONNELLES D'ADRAR  
Rue de 08 Mars (Près de l'Hôpital).

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La durée accordée pour la préparation des offres est de quinze (15 jours) à partir de la 1<sup>ère</sup> parution de l'avis de l'appel d'offre.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la préparation des offres telle qu'indiquée ci-dessus, de 08 H 00 à 14h00.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissions qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 mn à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date de dépôt des plis.

DK NEWS

Anep : 1916011507 du 20/05/2019

BATNA :

## La dechra de Menaâ, un village millénaire en péril

Village millénaire de la région des Aurès °, la dechra de Menaâ, noyau lointain de la ville du même nom située à 85 km au sud de Batna, croule sous le poids de l'âge et risque tout bonnement de disparaître si rien n'est fait pour contrer l'action du temps.

Il n'est nul besoin d'être expert pour constater l'état de délabrement de la dechra de Menaâ causé par l'absence d'entretien et de mesures de protection, une absence qui menace inexorablement l'existence d'une cité séculaire se voulant l'archétype de l'architecture amazighe.

La menace qui pèse sur cette dechra est de plus en plus pressante après l'effondrement d'une bâtisse et la fissuration de l'un de ses remparts, enregistrés cette année suite à d'importantes chutes de pluies ayant conduit à la fermeture de l'une des entrées du village, a confié le président de l'Assemblée populaire de la commune de Menaâ, Mezati Nakous. "Ce rempart de plus de 8 mètres peut s'écrouler à n'importe quel moment sur les passants" a mis en garde cet élu, déplorant le manque de moyens financiers dont dispose sa commune mais aussi l'absence de main d'œuvre qualifiée nécessaire aux travaux de restauration.

Anciennement appelée Tîlzi, la dechra de Menaâ avec ses maisons construites généralement sur deux niveaux, est jusqu'à aujourd'hui habitée par de nombreuses familles

qui ont jalousement préservé leur mode de vie pour conférer aux lieux un charme des plus saisissants. Classée site naturel 1928, la dechra de Menaâ attend toujours sa classification en tant que bien culturel national, a déclaré le directeur local de la Culture, Omar Kebbour, soulignant que ce statut va permettre à ce village de bénéficier des mesures garantissant sa protection contre toute forme de dégradation.

Pour ce faire, il faut préalablement élaborer un dossier détaillé comportant toutes les données archéologiques et historiques mais aussi les relevés topographiques du site, a-t-il dit.

M. Kebbour a ainsi rappelé que les palais de M'doukel avaient été confrontés à la même problématique jusqu'à ce que le dossier de leur classification en tant que biens culturels ne soit soumis en octobre 2018 au ministère de la Culture et à la commission nationale des biens culturels.

D'anciens universitaires, spécialistes en architecture et protection du patrimoine, suggèrent à leurs étudiants de prendre ce genre de sites non encore classés comme projets de fin d'études ce qui non seu-



lement leur permettra d'enrichir la recherche universitaire, mais aussi de contribuer avec leurs travaux à classer et sauvegarder le patrimoine culturel local, a-t-on fait savoir.

### «Thafsouth», une occasion pour perpétuer la célébration du printemps

Fête ayant fait la renommée de la dechra de Menaâ à travers tout le territoire national, Thafsouth où la fête du printemps constitue pour les jeunes de cette région enclavée l'opportunité de faire découvrir toute la beauté de ce village et ses détails architecturaux uniques faisant de ses constructions un havre de fraîcheur en été et un abri chaud en hiver.

S'articulant autour d'un grand festival d'exhibitions hippiques, de tir et de jeux populaires, Thafsouth qui a lieu généralement à la première quinzaine du mois de

mars pour manifester son attachement à la terre, permet, selon les jeunes de ce village, d'attirer l'attention sur la situation de la dechra et la nécessité d'entreprendre au plus vite les démarches visant sa classification.

Dans cet ordre d'idées, la Dechra de Menaâ avait abrité l'année dernière un atelier de formation sur l'architecture ancestrale dans le but de sensibiliser ses habitants sur l'importance de la valorisation et de la protection du bâti séculaire.

La dechra de Menaâ près de laquelle passe la route nationale (RN) n° 87, abrite la zaouïa Kaddiriya Ben Abbas, plus connue sous le nom de la demeure du Cheikh. Cette zaouïa a été fondée en 1660. Sa mosquée a été bâtie sur des vestiges d'une construction romaine. Deux petits fils d'Ahmed Bey, dernier bey de Constantine, y sont enterrés.

SELON LE HCA

### Stage pour 70 nouveaux enseignants du tamazight en juillet à Alger

Un stage de formation au profit de 70 nouveaux enseignants de la langue amazighe des wilayas du Centre aura lieu du 10 au 14 juillet à Alger, a indiqué à Batna le secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité, Si Hicham Assad. Le stage axé sur la didactique de la langue amazighe et certains problèmes rencontrés sur le terrain sera encadré par des universitaires et cadres du HCA, a précisé samedi soir, Si Hicham Assad en marge de la présentation au théâtre régional de Batna de la pièce «Tidak na fa» (Les vérités de Na Fatma) de la troupe «théâtre du renouveau amazigh». Le stage coïncidera avec la sortie de la première promotion de 40 enseignants de la langue amazighe pour le primaire de l'École normale supérieure de Bouzareah (Alger) et vise à les familiariser avec des éléments de didactique pratique, selon la même source qui a rappelé qu'en 2018, un stage similaire a été organisé à Ain Temouchent au profit de 270 enseignants du tamazight des wilayas de l'Ouest. Un autre stage pour 100 enseignants

du tamazight dans les wilayas de l'Est est prévu à Batna à la prochaine rentrée dans le cadre de la formation continue assurée par le HCA et qui a porté sur l'organisation de 34 stages, a-t-il déclaré. Il est devenu nécessaire d'orienter les efforts du HCA et du ministère de l'Éducation Nationale pour accompagner les enseignants de la langue amazighe dans le nombre atteint actuellement 3.097 à l'échelle nationale dont 300 formés en 2018, a précisé M. Assad qui a insisté sur la réactivation de la commission commune entre le HCA et le ministère de l'Éducation dans la suite de la dynamique nationale de l'enseignement de langue amazighe observée ces dernières années. Le responsable du HCA a ajouté que l'accompagnement assuré par le HCA à la troupe du «théâtre du renouveau amazigh» est une opportunité pour la troupe installée à l'étranger pour présenter son œuvre à l'intérieur du pays, échanger avec les troupes et associations locales et contribuer à la promotion de la littérature et du théâtre d'expression amazighe.

BLIDA:

## Le palais Aziza en passe de retrouver son lustre d'antan

Le palais Aziza de Beni Tamou (Blida) devrait retrouver son lustre d'antan avant la fin de l'année en cours, suite à la programmation d'une opération de relogement au profit des familles l'occupant actuellement, pour sa transformation en musée.

Une fois ce monument historique, unique du genre dans la région, «restitué», la commune désignée de Beni Tamou sera promue en une destination culturelle touristique de choix pour tous les amoureux de l'histoire des différentes wilayas du pays.

«Les familles, au nombre de neuf, résidant depuis 1962 au palais Aziza seront relogées avant la fin de l'année en cours, en vue de la transformation de la bâtisse en musée, après restitution de son cachet originel islamique», a annoncé à l'APS le secrétaire général de la commune de Beni Tamou, Mohamed Hadj Amar, précisant que ces familles ont été programmées pour faire partie des bénéficiaires d'un projet de 150 logements destinés à l'éradication de l'habitat précaire, actuellement en cours de concrétisation, à la cité «Zouani» de Beni Tamou.

«Le projet sera réceptionné en septembre prochain, ou au plus tard avant la fin de l'année», a-t-il assuré. Mohamed Hadj Amar a justifié le retard mis dans le relogement de ces familles par le fait que ces dernières ont toujours refusé les propositions, en la matière, qui leur ont été faites par les autorités locales, la dernière en date étant une opération de relogement

en 2016, dont des décisions d'affectation leur ont été destinées avant d'être annulées car, a-t-il souligné, «ils avaient refusé leur relogement, en exprimant leur souhait de demeurer dans la commune de Beni Tamou». «Cette doléance a été prise en considération, car il s'agit de familles algériennes, qui de plus relèvent de familles de chouhadas et de moudjahidines, dont les parents ont beaucoup donné pour l'indépendance de l'Algérie, mais qui au lendemain de l'indépendance n'ont pas trouvé d'autre lieu où loger, que le palais Aziza», a encore expliqué M. Hadj Amar.

Il a estimé que l'évacuation du palais Aziza interviendra «avant fin 2019, si le plan de travail fixé est respecté».

Une enveloppe de 750 millions de DA avait été affectée, en 2016, à la restauration de la bâtisse, mais la présence de ces familles constituait une entrave au projet, a-t-il souligné, car les travaux de restauration présentent un risque d'effondrement, est-il signalé de même source.

Interrogé sur le projet de transformation du palais Aziza en musée, Mohamed Hadj Amar a indiqué que la commune n'a «aucune information sur le sujet», mais si le projet venait à être concrétisé, il «constituerait une source de revenus non négligeable pour la localité», a-t-il observé.

Une fois les familles résidant au palais Aziza évacuées, l'édifice bénéficiera, selon le directeur de la Culture de la wilaya, Lhadj Mes-

houb, d'une opération de restauration visant l'élimination de toutes les modifications apportées par les habitants en son sein (notamment de nouvelles pièces, et des escaliers) et la restitution du cachet originel de ce monument historique, dont chaque recoin a été témoin de la vie fastueuse de la fille aimée du Dey Hussein.

Outre la transformation de la bâtisse, une fois restaurée, en un musée public, le responsable a fait part d'une décision d'exploitation de l'assiette y attenante pour en faire un jardin englobant toutes les commodités nécessaires susceptibles de relever son attractivité auprès des familles notamment.

M. Meshoub n'a pas manqué, en outre, de souligner l'importante contribution attendue de ce projet de musée dans «la promotion de la commune de Beni Tamou en un pôle touristique et culturel pour les visiteurs nationaux et étrangers».

### Le palais Aziza : d'un palais «royal» à un vieil immeuble collectif

Une tournée de l'APS sur les lieux a permis de faire le constat de l'extrême état de dégradation du palais Aziza, à commencer par son portail complètement détérioré, ne cachant plus rien de la bâtisse désormais transformée en un vieil immeuble collectif, avec de nombreuses pièces et des murs de séparation ajoutés dans la cour, au fil du temps et de l'accroissement du nombre des familles y habitant.



Quant aux toitures et murs extérieurs du palais, ils sont dans un état de délabrement tel qu'ils menacent ruine à tout moment. «Je suis né et j'ai grandi dans cette bâtisse, que j'ai toujours refusé de quitter, mais aujourd'hui force est de constater que sa dégradation avancée me rend impatiente d'évacuer dans les plus brefs délais», a confié un habitant du Ksar.

Lui emboitant le pas, sa voisine estime que si le palais «présentait le seul refuge pour sa famille au lendemain de l'indépendance, vu que les familles y résidaient étaient peu nombreuses, la situation a changé avec le temps, car les enfants ont grandi et ont construit leur propres familles, au point que la bâtisse est devenue trop exiguë», a-t-elle déploré.

Intervenant, à son tour, un jeune homme lui coupe la parole pour lancer un appel aux autorités locales en vue de «leur évacuation de cette bâtisse historique, dans

les plus brefs délais». Il a notamment déploré le fait que les promesses des responsables locaux soient demeurées «lettres mortes, en dépit de la gravité de notre situation», a-t-il estimé.

Le palais Aziza remonte à l'époque de la présence Ottomane en Algérie, précisément à l'année 1797, quand le Dey Hussein avait construit deux palais à sa fille Aziza, suite à son mariage avec le Bey de Constantine, le 1er à la Casbah d'Alger et le second à Beni Tamou. Tombée amoureuse du palais de Beni Tamou, la fille du Dey y passa une grande partie de sa vie, car elle appréciait particulièrement le climat doux de la région et ses beaux paysages offrant une vue imprenable sur les monts de Chréa. La bâtisse avait été exploitée au début du colonialisme français, en tant que prison, avant sa transformation en caserne militaire, puis en résidence du parachutiste Lagarde jusqu'en 1962.





## ATHLÉTISME / ALGÉRIE : «Cherrad est en nette progression» (entraîneur)

Le demi-fondiste algérien Oussama Cherrad est en «nette progression», s'est félicité son entraîneur Brahim Chettih dans une interview accordée dimanche au site de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA).

«Cherrad courait le 1500m en 3:42.92 et son objectif était de descendre sous les 3:40.00, chose qu'il a réussie samedi au meeting de Karlsruhe, où il a bouclé la distance en 3:39.46 qui représente un nouveau record personnel pour lui», a indiqué Chettih.

Cherrad a terminé deuxième de cette course derrière le Belge Isaac Kimell, vainqueur en 3:38.46, mais d'après son entraîneur, le principal objectif n'était pas de gagner cette course, mais de descendre sous la barre des 3:40.00, et ça a été fait haut la main» s'est-il réjoui.

Cherrad avait enregistré un chrono de 3:49.66 aux derniers Championnats d'Afrique, disputés au mois d'avril à Abidjan (Côte d'Ivoire), terminant au pied du podium.

Mais depuis, il n'a cessé de travailler. Chettih, qui s'est dit «satisfait de la progression» de son athlète à travers ses dernières prestations en Allemagne, a considéré qu'il est «sur la bonne voie» et qu'il devrait pouvoir «réussir d'autres bons résultats» à l'avenir.

En effet, une semaine avant Karlsruhe, Cherrad, qui appartient encore à la catégorie des moins de vingt ans, avait remporté en 2:22.13 le 1000m du meeting international de Paulezhauzen (Allemagne).

Une constance et une régularité dans les résultats qui laissent présager une suite favorable.

### Le 6e Algérien à descendre sous les 3:40

Oussama Cherrad est le 6e international algérien de moins de vingt ans à descendre sous la barre des 3:40.00 sur le 1500m, en réalisant un chrono de 3:39.46 au meeting de Karlsruhe.

Les cinq autres juniors (U20) algériens qui ont pu descendre sous les 3:40.00 sont Ali Saïdi-Sief (3:37.47), Nouredine Morceli (3:37.87), Abderrahmane Anou (3:38.86), Samir Khedhar (3:39.05) et Miloud Abaoub (3:39.37), selon une recherche du directeur de l'organisation sportive de la FAA, Mourad Abdennouz.

Ces six Algériens intègrent ainsi un cercle fermé comportant 36 athlètes arabes et les 111 du monde, dont 6 seulement d'Europe.

Parmi les 36 juniors arabes, le Maroc vient en tête avec 14 athlètes, devant l'Algérie (6), le Qatar (5), Djibouti (4), le Soudan (2), le Bahreïn (2), la Tunisie (1) et l'Égypte (1), a détaillé Abdennouz, qui ajoute que seuls quatre athlètes arabes (les Algériens Nouredine Morceli et Ali Saïdi-Sief, le Marocain Abdelati Iguidir et le Djiboutien Ayen Allah Slimane) sur les 36 ont réussi à descendre sous la barre des 3:30.00 en seniors.

Parmi les 36 athlètes, cinq (5) ont remporté des titres mondiaux ou olympiques.

Il s'agit des Algériens Morceli (1500m) et Saïdi-Sief (5000m), des Marocains Adil El Kouche et Iguidir (800m), ainsi que du Soudanais Aboubakr Kaki, également sur 800m.

APS

## BASKET-BALL / NATIONALE 1 MESSIEURS : Sixième titre consécutif pour le GS Pétroliers

Le GS Pétroliers a conservé son titre de champion d'Algérie de basket-ball (messieurs), en dominant largement le NB Staouéli (102-68, mi-temps :59-34) en finale de l'édition 2018-2019 disputée dans la nuit de samedi à dimanche à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger).

C'est le 20e titre dont le sixième consécutif pour la formation pétrolière. Le premier sacre remonte à 1983 sous l'ancienne appellation (MC Alger).

Dans un remake de la finale de la précédente édition, les Pétroliers ont encore une fois dominé leurs homologues de Staouéli dans une rencontre à sens unique remportée avec 34 points d'avance.

Le «Cinq» du GS Pétroliers a creusé l'écart dès le premier quart-temps remporté (29-19), en s'appuyant sur ses joueurs intérieurs qui ont dominé les pivots du NB Staouéli, notamment aux rebonds offensifs avec plusieurs paniers en deuxième chance par l'intermédiaire de Mohamed Seddik et Oussama Aggoun.

Dans le deuxième quart-temps, les joueurs de Staouéli sont parvenus à rester aux contacts des Pétroliers grâce à l'adresse à trois points de Hamid Dekaken, mais la défense étouffante du GSP a permis aux champions en titre de prendre le large au tableau d'affichage (59-34) avant la pause.

Au retour des vestiaires, le «Cinq» du NB Staouéli porté par ses supporteurs a réduit l'écart à 13 points (64-51), en



profitant du passage à vide du GSP qui a multiplié les pertes de balles.

Bousculés par leur coach en sortie de temps-mort, les joueurs du GSP ont remis un coup d'accélérateur pour reprendre le match en main et creuser un écart en 26 points à la fin de 3e quart (70-56).

Le dernier quart-temps n'a été qu'une formalité pour les

joueurs de Sofiane Boulahya et Fardjallah Harouni, face à une équipe de Staouéli qui n'a pas tenue le choc physiquement.

Après un début de saison difficile, durant lequel le GSP a occupé le milieu de tableau avec quatre défaites, le champion en titre a réussi avec brio à conserver le trophée pour la 6e année consécutive.

### Le palmarès après le sacre du GS Pétroliers

1963: ASM Oran  
1964: ASM Oran  
1965: ASM Oran  
1966: USM Alger  
1967: USM Alger  
1968: RAM Alger  
1969: USM Alger  
1970: Darak Watani  
1971: CSS Alger  
1972: Darak Watani  
1973: Darak Watani  
1974: Darak Watani  
1975: Darak Watani  
1976: CS DNC Alger  
1977: Darak Watani  
1978: Darak Watani  
1979: Darak Watani  
1980: Darak Watani  
1981: Darak Watani  
1982: Darak Watani  
1983: MC Alger  
1984: MC Oran  
1985: MC Alger  
1986: MC Alger  
1987: MC Alger  
1988: IRB/ECTA Alger  
1989: MC Alger  
1990: WA Boufarik  
1991: WA Boufarik  
1992: WA Boufarik  
1993: WA Boufarik  
1994: WA Boufarik  
1995: IRB/ECTA Alger  
1996: IRB/ECTA Alger  
1997: WA Boufarik  
1998: WA Boufarik  
1999: WA Boufarik  
2000: MC Alger  
2001: MC Alger  
2002: WA Boufarik  
2003: MC Alger  
2004: MC Alger  
2005: MC Alger  
2006: MC Alger  
2007: DRB Staouéli  
2008: MC Alger  
2009: ASPTT Alger  
2010: GS Pétroliers  
2011: GS Pétroliers  
2012: GS Pétroliers  
2013: CSM Constantine  
2014: GS Pétroliers  
2015: GS Pétroliers  
2016: GS Pétroliers  
2017: GS Pétroliers  
2018: GS Pétroliers  
2019: GS Pétroliers

### Déclarations

**Sofiane Boulahya (entraîneur du GS Pétroliers):** «Nous avons très bien joué en première mi-temps, ce qui nous a permis de faire un écart de plus de 20 points.

En deuxième mi-temps nous sommes passés par un passage à vide en début de 3e quart, permettant à Staouéli de recoller au score. J'ai demandé à mes joueurs de remettre de l'intensité dans les duels pour reprendre l'avantage et décrocher le titre.

Je pense que c'est un sacre mérité après un début de saison difficile marqué par le départ de plusieurs cadres de l'équipe.

Maintenant nous allons prendre une journée pour savourer le trophée avant de reprendre

la préparation pour le quart de finale de la coupe.»

**Yahia Mohamed (entraîneur du NB Staouéli):** «C'était un match difficile pour nous face à une équipe bien préparée pour cette finale.

Nous avons raté le début de match, notamment la bataille aux rebonds ou nous avons été dominés par les pivots du GSP.

Nous sommes parvenus à revenir à 13 points dans le 3e quart, mais nous avons lâché physiquement par manque de profondeur de banc.

C'est la deuxième année consécutive que nous sommes en finale avec très peu de moyens et le mérite revient entièrement aux joueurs.»

### BOXE:

## Wilder, champion WBC des lourds, met KO Breazeale dès la 1ère reprise

L'Américain Deontay Wilder a mis KO son compatriote Dominic Breazeale après seulement deux minutes et 20 secondes de combat, pour conserver son titre WBC des poids lourds de boxe, samedi à New York. Wilder a décroché avec la manière sa 41e victoire, la 40e avant la limite, pour un nul. Le champion en titre a commencé le combat tambour battant en mettant rapidement en difficulté son adversaire qui l'a aussitôt surpris par un violent contre. Vexé, Wilder l'a mis KO d'une violente droite en plein visage. Breazeale a

tenté de se relever et a fait quelques pas, avant de s'effondrer dans les cordes.

Wilder remettait en jeu pour la neuvième fois son titre conquis en janvier 2015 et a égalé avec neuf défenses victorieuses des légendes de la catégorie-reine de la boxe, comme Mohamed Ali, Mike Tyson et Lennox Lewis.

Breazeale, qui disputait son deuxième combat pour un titre mondial, a concédé sa deuxième défaite pour vingt victoires. Wilder, 33 ans, avait fait polémique avant le combat en déclarant qu'il espérait la



mort de son adversaire avec qui il a un contentieux depuis 2017. «Je cherche toujours à avoir un cadavre à mon palmarès», avait-il déclaré, faisant écho à des propos similaires tenus en 2018 qui avaient terni durablement son image.

## VOLLEY / COUPE D'ALGÉRIE (MESSIEURS) : L'ES Tadjenanet dernier qualifié pour les demi-finales

Les volleyeurs de l'ES Tadjenanet se sont qualifiés pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie (messieurs) en battant le CRB Omaria par

3 sets à 1 (25-16, 23-25, 25-12, 25-13), dans la nuit de samedi à dimanche à El-Omaria (Médéa). Il s'agit du dernier quart de finale de l'épreuve.

## ATHLÉTISME / MEETING DE KARLSRUHE : Les Algériens Belbachir et Cherrad se distinguent

Le demi-fondiste algérien Mohamed Belbachir a remporté le 800m du meeting international de Karlsruhe, disputé samedi en Allemagne, au moment où son compatriote Oussama Cherrad a fini deuxième sur 1500m.

Belbachir a bouclé la distance en 1:46.00, réalisant par la même occasion les minima de participation aux prochains Jeux africains, prévus au Maroc. Sur le podium, Belbachir, drivé par le coach Amar Benida, a devancé le Bosnien Abedin Mujezinovic, deuxième en 1:46.85 et le Slovène Zan Rudolf, troisième en 1:47.07.

De son côté, Oussama Cherrad a bouclé les 1500m en 3:39.46, établissant par la même occasion un nouveau record personnel. Il a terminé juste derrière le Belge Isaac Kimell, vainqueur en 3:38.46, tandis que le Suédois Andreas Almgreen a complété le podium en 3:40.18.



### BOXE AUX JO-2020:

## Plusieurs responsables convoqués aujourd'hui par la commission d'enquête

Plusieurs responsables de la Fédération internationale de boxe amateur (AIBA), dont son président par intérim, le Marocain Mohamed Moustahsane et son directeur général, l'Américain Tom Virgates, sont convoqués lundi par la commission d'enquête concernant l'organisation du tournoi olympique aux Jeux de 2020.

Composée de trois membres et présidée par le Serbe Nenad Lalovic, mem-

bre de la Commission exécutive du CIO et président de la Fédération internationale de lutte, cette commission d'enquête qui a déjà reçu les réponses de l'AIBA à plus d'une cinquantaine de questions, soumettra ensuite son rapport final à la commission exécutive du CIO.

Sur la base de ce rapport, le gouvernement du CIO qui se réunit mercredi autour de son président Thomas Bach,

pourrait décider de retirer à l'AIBA l'organisation du tournoi de boxe à Tokyo.

En décembre, le CIO avait annoncé le gel de l'organisation du tournoi olympique de boxe et l'ouverture d'une enquête sur cette fédération suite aux problèmes de gouvernance, soupçons de matches arrangés aux JO de Rio-2016, programme antidopage critiqué par les instances et inquiétudes sur sa santé financière.

### TENNIS / ITF - DAIKIN CUP SERIES :

## Ibbou battue en finale par Molinaro

La tennismoman algérienne Inès Ibbou a perdu le tournoi international féminin Daikin Cup Series clôturé dimanche à Antalya (Turquie), après sa défaite en finale contre la tête de série N.1, la Luxembourgeoise Eleonora Molinaro (2-0).

Dominée 6-2 dans le premier set, l'Algérienne de 20 ans s'est bien ressaisie dans le deuxième, opposant une résistance farouche à la Luxembourgeoise et ne vendant que chèrement sa peau (6-4).

Malgré la défaite, Ibbou

peut se targuer d'avoir réussi un bon parcours dans l'ensemble, elle qui retrouve la compétition depuis peu après une longue absence due à une blessure.

Ce tournoi, disputé du 13 au 19 mai sur terre battue, est le cinquième consécutif pour l'Algérienne à Antalya, où elle a commencé par concéder trois éliminations précoces avant d'atteindre les demi-finales, puis la finale.

A l'instar des quatre précédents, ce 5e tournoi à Antalya était doté d'un prize-



money de 15.000 USD et a drainé la participation de joueuses venues des quatre coins de la planète.

### CYCLISME/QUATRE JOURS DE DUNKERQUE:

## Teunissen était trop fort



Déjà en tête du général, le cycliste néerlandais Mike Teunissen (Jumbo-Visma) a confirmé sa domination en gagnant l'étape reine des Quatre Jours de Dunkerque (France) samedi, qui re-

liait Gravelines (Nord) à Cassel (Nord).

Lauréat d'un sprint à trois devant le Français Clément Venturini (AG2R) et son équipier norvégien Amund Grondahl Jansen, il file vers la victoire finale.

D'abord animée par une échappée de quatre coureurs qui comprenait les Français Julien Trarieux (Delko Marseille) et Tony Hurel (Saint-Michel Aubers 93), le Belge Lionel Taminiaux (Wallonie-Bruxelles) et le Danois Lasse Norman Hansen (Coredon-Circus), l'étape a ensuite été ca-

denassée par l'équipe Jumbo-Visma.

Emmenée par un incroyable Tony Martin, la formation néerlandaise a imprimé un rythme soutenu qui a empêché toutes les attaques dans les 30 derniers kilomètres, réduisant la taille du peloton au fil des tours sur le circuit final.

Jansen a mené le groupe jusque dans la ligne droite finale pour permettre à son leader de prendre du temps sur ses rivaux.

Bien calé dans la roue de Venturini, Teunissen l'a sauté sur la ligne, parachevant la domination de son équipe, vainqueur de quatre des cinq premières étapes.

La dernière, qui arrive à Dunkerque (Nord) dimanche et ne comporte pas de difficulté, ne devrait pas bouleverser le classement.

## PRIX MARC-VIVIEN FOÉ: L'Ivoirien Nicolas Pépé remporte l'édition 2019

Le footballeur ivoirien Nicolas Pépé de Lille (Ligue 1) a remporté, samedi, le Prix Marc-Vivien Foé 2019, décerné par RFI et France 24 et récompensant le meilleur joueur africain dans le championnat français de football.

Auteur avec son club de 21 buts et 10 passes décisives, l'Ivoirien (23 ans) succède au palmarès du trophée au Camerounais Karl Toko-Ekambi, lauréat la saison dernière.

L'attaquant lillois, qui réalise une saison exceptionnelle, devance sur le podium le Tunisien Wahbi Khazri de l'AS Saint-Etienne et le Sénégalais Ismaïla Sarr du Stade Rennais.

Nicolas Pépé devrait changer d'air, puisqu'il est convoité par de grandes équipes, comme Liverpool, le Bayern Munich, le PSG, le Borussia Dortmund, Arsenal, Manchester City et Manchester United, selon les médias français.

Nicolas Pépé est le troisième joueur ivoirien à inscrire son nom sur le socle du Trophée Marc-Vivien Foé instauré en 2009, après Yao Kouassi Gervais dit Gervinho, double vainqueur (2010 et 2011) avec Lille et Séri Jean-Michaël (2017, sous les couleurs de Nice).

Palmarès du Prix Marc-Vivien Foé:

- 2009: Marouane Chamakh (Bordeaux, Maroc)
- 2010: Gervinho (Lille, Côte d'Ivoire)
- 2011: Gervinho (Lille, Côte d'Ivoire)
- 2012: Younès Belhanda (Montpellier, Maroc)
- 2013: Pierre Emerick-Aubameyang (Saint-Etienne, Gabon)
- 2014: Vincent Enyeama (Lille, Nigeria)
- 2015: André Ayew (Marseille, Ghana)
- 2016: Sofiane Boufal (Lille, Maroc)
- 2017: Séri Jean-Michaël (Nice, Côte d'Ivoire)
- 2018: Karl Toko-Ekambi (Angers, Cameroun)
- 2019: Nicolas Pépé (Lille, Côte d'Ivoire)

## CENTRAFRIQUE: Un ancien international congolais à la tête de la sélection A'

L'ancien international congolais Bruce Abdoulaye a été nommé nouveau sélectionneur de Centrafrique A' pour deux années avec l'objectif principal de qualifier la RCA au prochain Championnat d'Afrique des nations-2020 au Cameroun, une compétition réservée aux joueurs locaux, rapporte la presse locale.

Abdoulaye a paraphé son contrat avec la Fédération centrafricaine de football (FCF) à Bangui et sera assisté par Hervé Loun-goundji et Jean Bingo.

Ancien joueur de Grenoble Foot 38 et du FC Metz (France), Bruce Abdoulaye va débiter sa carrière d'entraîneur avec la sélection des Fauves A', après avoir mis un terme à celle de joueur en 2017 à Bourg-en-Bresse (France).

«En Centrafrique, j'ai vu des gamins exceptionnels avec beaucoup de talent, ceux-là méritent mieux, ils méritent d'être connus comme les autres», a-t-il indiqué.

Aux éliminatoires du CAHN-2020 de la zone Afrique centrale, la Centrafrique devra affronter en aller et retour, la sélection du Tchad, le 26 juillet à Bangui et une semaine plus tard, le 2 août à N'djamena.

Les éliminatoires du CHAN ont débuté avec l'engagement de 47 pays qui se disputent les 15 billets mis en jeu, le 16e est attribué au pays hôte, le Cameroun qui avait remplacé l'Ethiopie en avril dernier.

## GABON: Le Français Patrice Neveu nouveau sélectionneur des Panthères

Le Français Patrice Neveu a été désigné, samedi, nouveau sélectionneur des Panthères du Gabon sur une liste de plus de 60 prétendants, a annoncé la Fédération gabonaise de football (FEGA-FOOT).

Patrice Neveu (65 ans) succède ainsi à Daniel Cousin, évincé après avoir échoué à qualifier la sélection de son pays à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019) en Egypte du 21 juin au 19 juillet. L'élimination des Panthères du Gabon par les Hirondelles du Burundi a amené le ministère des Sports à dissoudre l'équipe et limoger le staff technique.

Le nouvel entraîneur aura la lourde tâche de construire une nouvelle équipe et de se projeter sur les éliminatoires de la 33e édition de la CAN, prévue au Cameroun en 2021.

Le technicien français a dirigé par le passé plusieurs clubs du continent africain, dont le dernier en date Horoya Conakry (2018-2019). Il a également entraîné les Mourabitounes de Mauritanie (2012-2014) qu'il a qualifiés pour la première fois de leur histoire au Championnat d'Afrique des nations, réservé aux joueurs locaux (édition 2014).

Patrice Neveu a débuté sa campagne en Afrique au Niger en 1999 où il avait été engagé comme Directeur technique national à la Fédération nigérienne de football.

Il a été aussi sélectionneur de la Guinée (2004-2006), de la République démocratique du Congo (2008-2010) et de Haïti, dans les Caraïbes (2015-2016).

## OUARGLA: Les tournois de foot inter-quartiers, une tradition ramadhane pour resserrer les liens de fraternité

Les tournois de football inter-quartiers, organisés chaque ramadhan à Ouargla, constituent une occasion propice de distraction, de resserrer les liens de fraternité et de créer un cadre d'amitié entre les participants, ont estimé des organisateurs.

Ces tournois, qui regroupent des jeunes mais aussi des vétérans structurés dans des équipes représentant différents quartiers des quatre coins de la ville, en présence d'une foule nombreuse de passionnés du ballon rond qui viennent profiter du spectacle footballistique, sont devenus, d'une année à l'autre, une tradition ramadhane bien ancrée et inscrite au calendrier des Ouarglis, a-t-on souligné.

Supervisées par des cadres de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya, les rencontres se disputent souvent dans un terrain commun de mini-foot type «matico» juste après la prière d'Al-Asr et se poursuivent jusqu'à quelques minutes avant la rupture du jeûne où dans la soirée, tout au long du mois sacré.

«Pour la 11e fois consécutive, le club amateur Lalla Mansoura organise en coordination avec les services de la DJS et ceux de la commune d'Ouargla ainsi que la sûreté de wilaya, un tournoi de football inter-quartiers spécial ramadhan», a indiqué Ahmed Ouargli, président du club, ajoutant que «les rencontres drainent, quotidiennement, une foule considérable de spectateurs, composée en majorité de jeunes, tous assoiffés de telles compétitions sportives permettant de combler leur temps libre durant le mois du jeûne».

Vingt (20) équipes représentant les grandes concentrations de population d'Ouargla, telles que Bouâameur, Mekhadema,

Rouissat, Hay Enasr, Béni Thour, Saïd Otba et le Vieux Ksar prennent part à cette nouvelle édition placée sous le signe «L'éthique sportive et la lutte contre la violence et la drogue».

Ouargli a insisté, en outre, sur l'importance d'encourager ce genre de manifestations sportives qui ne doivent pas, selon lui, se limiter uniquement au mois de ramadhan, mais tout au long de l'année pour contribuer à la promotion de la pratique footballistique et la prospection de jeunes talentueux désireux faire carrière dans le monde de cette discipline populaire et leur permettre d'avoir une chance d'intégrer des clubs activant dans les différentes divisions.

### Plus de 25 stades de proximité en cours de réalisation

Pour sa part, Salah Karabi, membre du comité d'organisation au club sportif amateur de Hassi Ftouh, a indiqué que le tournoi de cette année organisé par son team enregistre la participation de 18 équipes et est ouvert aux diverses catégories d'âge, soulignant que «la pratique sportive en général est



considérée aujourd'hui comme un élément de lutte contre les fléaux sociaux et la propagation de la consommation de stupéfiants chez les jeunes notamment».

Karabi a appelé, par ailleurs, à une intervention des instances chargées du secteur de la jeunesse et des sports pour atténuer le déficit enregistré à Ouargla en matière d'espaces appropriés à l'organisation de telles manifestations et à l'apprentissage des footballeurs de cette région qui recèle, poursuit-il, «un réservoir de jeunes doués nécessitant peu de moyens et un bon encadrement technique et psychologique afin de prouver leurs aptitudes sur le terrain».

De son côté, le directeur du secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya a salué ces initiatives visant, entre autres objectifs, à regrouper les jeunes

autour du ballon rond pour consolider les liens d'amitié entre eux et les sensibiliser sur les dangers des fléaux sociaux, tout en appelant les participants à faire prévaloir l'esprit fair-play.

S'agissant de la création d'espaces de compétitions, plus de 25 stades de proximité, revêtus chacun de pelouse synthétique, sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Ouargla, a précisé à l'APS Boubakeur Chathouana.

Retenus dans le cadre des efforts consentis pour renforcer les structures sportives et juvéniles, ces nouveaux stades, qui sont actuellement à différents taux d'avancement de leurs chantiers, s'ajouteront aux 164 installations similaires en exploitation à travers l'ensemble des communes de la wilaya, a-t-il souligné.

## LIGUE 1 : Le MC Oran veut refaire à l'USM Alger le coup de... 1983

Le MC Oran, qui prépare activement son match décisif dans la course au maintien en Ligue 1 face au leader USM Alger, veut s'inspirer du scénario de 1983 pour revenir mardi de la capitale avec un résultat probant.

En effet, dans les milieux des «Hama-raoua», l'on se remémore subitement le fameux match entre les deux équipes joué en 1983 au stade de Bologhine qui abritera

l'empoignade de mardi. Et si pour cette rencontre comptant pour la 29e et avant-dernière journée les objectifs des deux antagonistes sont diamétralement opposés, leur face-à-face d'il y a 36 ans était considéré comme une «finale» pour le maintien dans la cour des grands.

À l'époque, ce sont les Oranais qui avaient réussi un véritable exploit en l'emportant sur la plus petite des marges (1-0), un but

signé par l'ancien arrière gauche Baroudi sur penalty ayant permis à son équipe de conserver sa place en Division 1, envoyant en même temps les Algérois au purgatoire.

Cette fois-ci, le pari est le même pour le MCO, contrairement aux Usmistes qui, eux, auront besoin d'une victoire pour sceller le sort du titre de champion, et ce, quels que soient les résultats de la dernière journée. Evidemment, du côté des gars d'El Bahïa, l'on souhaite reproduire le même scénario, une condition sine qua non pour s'accrocher à la bataille du maintien, surtout qu'ils auront l'avantage de jouer le dernier match du championnat chez eux face au NA Hussein-Dey, déjà en vacances. Et pour justement booster davantage ses joueurs afin d'aller chercher au moins un nul à Alger, le président du MCO, Ahmed Belhadj, duquel les supporters exigent de sauver l'équipe de la relégation et partir par la suite, joue la carte de la motivation financière. Une prime alléchante, en plus du versement de deux salaires, sont promis aux protégés de l'entraîneur Nadir Leknaoui, dont ce sera la deuxième sortie sur le banc oranais, a-t-on appris de l'entourage du patron du club phare de la capitale de l'Ouest. Avant la 29e journée, le MCO occupe la 13e place au classement avec 32 points, devançant d'une seule unité le 14e et troisième potentiel reléguable, l'Olympique Médéa.

APS

APS

## LIGUE 1 / USM BEL-ABBÈS : Les joueurs en grève avant le match de la «survie» face au MC Alger

Les joueurs de l'USM Bel-Abbès ont, à la surprise générale, refusé de reprendre l'entraînement en prévision de la réception du MC Alger mardi dans un match décisif pour les locaux dans la course au maintien en Ligue 1 algérienne de football.

L'attitude des protégés de l'entraîneur Sid-Ahmed Slimani est motivée par l'échec de la direction du club à honorer ses engagements financiers envers eux, a-t-on appris de l'entourage de la formation de l'Ouest du pays. L'USMBA

reste sur trois victoires de suite lui ayant permis de remonter la pente et quitter la zone des reléguables pour la première fois depuis le début de la phase retour. Pourtant, rares étaient ceux qui tablaient sur cette remontée spectaculaire au classement des gars de la «Mekerra» qui donnaient l'impression, il y a quelques semaines seulement, d'avoir baissé les bras en posant un pied en Ligue 2.

C'était sans compter sur la résurrection des camarades de Mohamed Seguer qui ont

profité du cinquième changement de la saison aux commandes techniques avec l'arrivée du coach Slimani pour provoquer le déclin.

Mais voilà que l'équipe retombe à nouveau dans ses travers avec cette montée au créneau des joueurs pour réclamer leur argent.

Une attitude tombant au mauvais moment, regrettent les amoureux d'«El Khedra» qui croisent les doigts de peur de voir cette action perturber la préparation du dernier rendez-vous de leur équipe à do-

micile cette saison. Cela se passe aussi au moment où l'entraîneur Slimani exige un maximum de concentration de ses joueurs, après la belle victoire qu'ils viennent de ramener du terrain de l'ex-dauphin, le Paradou AC. Avant deux journées de la fin du championnat, l'USMBA occupe désormais la 12e place au classement avec 32 points, mais devançant d'une seule unité le 14e et troisième potentiel reléguable, l'Olympique Médéa.

## MARCELO : «TOUT VA CHANGER LA SAISON PROCHAINE»

«C'est notre responsabilité. Nous avons mal commencé et nous terminons mal. Nous ne voulons pas que la saison soit celle-ci, nous voulons lutter pour tous les titres. Cela a été une saison très dure sur le plan personnel. On a essayé de faire tout notre possible pour aller de l'avant et donner de la joie aux supporter. On s'est toujours entraîné pour essayer de renverser la situation. À partir d'aujourd'hui la saison prochaine commence. Cela a été une saison longue et difficile, tout va changer la saison prochaine.»



## L'AVENIR DE GIROUD ENFIN SCÉLÉ ?

Après plusieurs semaines de tergiversations sur le futur d'Olivier Giroud, la présidence de Chelsea aurait tout simplement activé l'option d'une année supplémentaire concernant le Tricolore.

Comme l'indique Téléfoot ce dimanche, les dirigeants de Chelsea auraient bel et bien levé l'option d'une année supplémentaire présente dans le contrat d'Olivier Giroud. L'international tricolore serait donc lié avec les Blues jusqu'en juin 2020, et la formation londonienne, interdite de recrutement pour les deux prochaines fenêtres de transferts, devrait donc compter sur les services de son attaquant la saison prochaine.

## Clap de fin pour Vincent Kompany !

Vincent Kompany ne prolongera finalement pas d'un an son contrat à Manchester City. Arrivé en 2008 en provenance de Hambourg SV, le colosse défenseur central belge va quitter les rangs des Citizens. Le club anglais et le joueur de 33 ans ont conjointement annoncé la nouvelle ce dimanche matin.

Après onze ans de bons et loyaux services, Vincent Kompany quitte Manchester City sur un triplé historique. Le capitaine de la formation menée par Pep Guardiola a officialisé son départ au lendemain de la victoire en finale de la Cup contre Watford (6-0).

«Le moment est venu pour moi de partir. Je ne ressens que de la gratitude. Je suis reconnaissant envers tous ceux qui m'ont soutenu, je me souviens de la gentillesse incroyable des supporters, restés fidèles dans les bons et les mauvais moments. Je ne l'oublierai jamais », a confié le joueur de 33 ans dans un long message publié sur sa page Facebook.

Dans un communiqué publié sur son site officiel, le champion d'Angleterre a confirmé le départ de l'international belge, qualifié par le président du club, Khaldoon Al Mubarak, comme étant l'élément vital, l'âme et le cœur battant d'une équipe talentueuse.

«Il y a eu beaucoup de contributions importantes à la renaissance de Manchester City, mais aucune d'elle n'a sans doute été aussi importante que Vincent Kompany », a affirmé le dirigeant des Skyblues.

En 360 matches sous les couleurs de Manchester City, Kompany a inscrit 20 buts, dont le but de la victoire sur une frappe sublime face à Leicester lors de la course au titre cette saison.

## DE GEA REMPLACÉ PAR ONANA ?

Les grandes manoeuvres sont annoncées du côté de Manchester United, et un nouveau gardien de but pourrait débarquer dans la formation dirigée par Ole Gunnar Solskjær à l'horizon 2019-2020. Et pour cause, le départ de David de Gea reste envisageable, et selon le Daily Record, les Red Devils pourraient, en cas de départ de l'international espagnol, tenter le pari André Onana.

L'international camerounais de 23 ans, passé notamment par le FC Barcelone, est contractuellement lié à l'Ajax Amsterdam jusqu'en juin 2022.



## HOMMAGE À ARJEN ET SA « SPÉCIALE »

Arrivé à la Säbenerstrasse à quelques minutes de la clôture du mercato 2009, le néerlandais – en souffrance au Real – avait décidé de se relancer sous les ordres de son compatriote Louis van Gaal. La « lulle de cristal » aura fait le bonheur du Bayern pendant ces 10 années ponctuées de nombreux succès et trophées... et des images restées dans toutes les têtes (sa reprise de volée à Old Trafford permettant au Bayern de se qualifier en perdant 3-2 à Manchester : corner Ribéry, reprise de volée du gauche d'antihologie... d'Arjen Robben) sans oublier le but qui donne la victoire au Bayern en finale de C1 en 2013...

## DYBALA DEVRAIT QUITTER LA JUVENTUS

Auteur d'une saison moyenne avec la Juventus Turin, Paulo Dybala souhaiterait vraiment aller voir ailleurs. Le jeune argentin ou plutôt son frère se confie sur l'avenir de Paulo.

Dans des déclarations retranscrites par la presse italienne, Gustavo Dybala a indiqué que le footballeur de 25 ans allait probablement quitter le club piémontais.

«Il y a de grandes chances qu'il quitte Turin. Il a besoin de changement. Il était à l'aise en Italie, mais il ne l'est plus. Disons qu'il n'est plus heureux. De nombreux joueurs ne le sont plus.»

Sous contrat jusqu'en juin 2022, l'ancien footballeur de Palerme n'a trouvé qu'à cinq reprises le chemin des filets cette saison, en 28 rencontres de Serie A.

## 72<sup>E</sup> ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ M. Miraoui à Genève

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohammed Miraoui, présidera la délégation algérienne devant se rendre à partir de ce dimanche et jusqu'au 22 mai à Genève (Suisse) pour participer aux travaux de la soixante-douzième Assemblée mondiale de la Santé (AMS), indique le ministre dans un communiqué. Lors de cette session qui se tiendra du 20 au 28 de ce mois, le ministre interviendra en plénière pour exposer la vision de l'Algérie en matière de santé publique ainsi que les progrès réalisés dans ce domaine, précise la même source. L'AMS abordera au cours de ses travaux plusieurs thématiques en relation avec les problématiques de santé publique dans le monde, notamment «les soins de santé primaires en vue de la couverture sanitaire universelle», «la santé, environnements et changements climatiques» et «l'accès aux médicaments et aux vaccins», souligne le ministre. En marge de ces travaux, le ministre qui aura plusieurs entretiens avec ses homologues de différents pays, participera à la réunion des ministres africains de la santé, conclut le communiqué.

## SELON UN SONDAGE Le peuple algérien occupe la 1<sup>re</sup> place dans les 100 Africains les plus influents

Le peuple algérien occupe la première place dans les 100 Africains les plus influents dans le classement qu'établit annuellement l'hebdomadaire Jeune Afrique.



Ce classement, dans lequel ne figure aucun chef d'Etat ni de gouvernement, place le peuple algérien, de par le mouvement politique qu'il mène depuis le 22 février dernier, au premier rang ex-aequo avec Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018.

Denis Mukwege est un gynécologue et militant des droits humains congolais qui a reçu de nombreuses distinctions pour son engagement contre les mutilations génitales

pratiquées sur les femmes en république démocratique du Congo.

L'hebdomadaire a déterminé trois grands types de critères : l'influence proprement dite (notée sur 30), la trajectoire (sur 30), pour valoriser les personnalités en pleine ascension dans des secteurs prometteurs et la notoriété (sur 40), pour favoriser l'actualité des uns et des autres. Ainsi, le peuple algérien a obtenu 35/40 en notoriété, 24/30 en

influence et 30/30 en trajectoire.

Dans ce classement, les personnalités «que ce soit par la position qu'ils occupent, leur talent ou leur charisme, tous peuvent influencer le monde qui nous entoure, modifier notre regard sur les choses et nous inspirer, voire nous inciter à les imiter», a expliqué Jeune Afrique.

Le journaliste et écrivain Kamel Daoud est le seul Algérien qui figure à la 88<sup>e</sup> place de ce classement.

### ALGÉRIE-NIGER

## Le Premier ministre nigérien en visite officielle en Algérie à partir d'aujourd'hui

Le Premier ministre du Niger, Brigi Rafini, effectuera à partir de lundi une visite officielle en Algérie à l'invitation du Premier ministre, Nour-Eddine Bedoui, ont annoncé hier les services du Premier ministre dans un communiqué.

«A l'invitation du Premier ministre, Nour-Eddine Bedoui, Son Excellence Brigi Rafini, Premier ministre, Chef du gouvernement de la République du Niger, effectuera une visite officielle en Algérie les 20 et 21 mai

2019», a précisé la même source. La visite «s'inscrit dans le cadre de la tradition de dialogue et de concertation existant entre les deux pays», a-t-on souligné, affirmant qu'elle «permettra aux deux parties d'examiner l'état de la coopération bilatérale ainsi que les perspectives de sa dynamisation et de son élargissement». Cette visite sera également, l'occasion d'aborder les questions régionales internationales d'intérêt commun», a-t-on ajouté.

## RETRAIT DES DOCUMENTS DE VOYAGE DES RESPONSABLES DES BANQUES: Information «dénuée de tout fondement» (ABEF)

L'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) a qualifié hier de «dénuée de tout fondement» l'information de presse faisant état d'un «prétendu» retrait des documents de voyage des premiers responsables des établissements bancaires publics et privés. L'ABEF a tenu, dans un communiqué, à apporter «un démenti catégorique à cette information, dénuée de tout fondement».

### MDN

## ARMÉE M. Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection depuis hier à Ouargla



Le Général de Corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire effectuée depuis hier dimanche, une visite de travail et d'inspection à la 4<sup>ème</sup> Région militaire à Ouargla, indique le ministère de la Défense nationale dans un communi-

qué. «Le Général de Corps d'Armée procédera, lors de cette visite, à la supervision des tirs de contrôle, conformément à la directive opérationnelle», précise la même source. Il présidera également «des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels de la 4<sup>ème</sup> Région militaire», ajoute le MDN.

### ANGEM:

## Les bénéficiaires peuvent désormais s'octroyer un nouveau prêt (JO)

Les citoyens algériens ayant déjà bénéficié du dispositif de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), peuvent désormais se contracter un nouveau prêt non remboursé, selon un décret exécutif publié au Journal officiel n°29.

«Il est accordé aux citoyens ayant bénéficié d'un prêt au titre du micro-crédit, pour l'achat de matières premières et ayant déjà remboursé la totalité du montant du premier prêt: un nouveau prêt non rémunéré, au titre de l'achat de matières

premières», précise ce nouveau décret, no 19-137 du 29 avril 2019, qui complète les dispositions du décret exécutif no 04-15 du 22 janvier 2004, fixant les conditions et le niveau d'aide accordée aux bénéficiaires du micro-crédit. Le montant du prêt non rémunéré ne saurait dépasser 100.000 dinars, selon le texte. Toutefois, il peut atteindre 250.000 dinars au niveau des wilayas d'Adrar, de Béchar, de Tindouf, de Biskra, d'El Oued, de Ouargla, de Ghardaïa, de Laghouat, d'Illizi

et de Tamanrasset. Les anciens bénéficiaires d'un micro-crédit peuvent avoir également un nouveau prêt non rémunéré, au titre de la création d'activités, destiné à

l'acquisition de petits matériels et matières premières nécessaires au démarrage du projet, complétant l'apport personnel du bénéficiaire et le crédit bancaire. Le montant de ce prêt non rémunéré est fixé à 29% du coût global de l'activité, qui ne saurait dépasser 1 million de dinars, ajoute le décret.

## SÉCURISATION DES CENTRES D'EXAMEN DE FIN D'ANNÉE Plus de 62.000 policiers mobilisés

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mobilisé 62.714 policiers sur le territoire national pour veiller à la sécurisation des 11937 centres d'examen de fin d'année des trois cycles (primaire, moyen et secondaire) au titre de l'année 2019, a indiqué dimanche un communiqué des services de la Sûreté nationale. «Les forces de police se déploieront sur le terrain notamment au niveau du périmètre extérieur des centres d'examen et assureront l'acheminement et la distribution en toute sécu-

rité des sujets d'examen à travers tous les centres ainsi que le transport des copies vers les centres de collecte», précise le communiqué. «Des patrouilles mobiles et pédestres des éléments de police ont été également mobilisées parallèlement à la période de début des examens durant laquelle une grande affluente des candidats accompagnés de leurs familles est enregistrée, et ce pour garantir la fluidité routière au niveau des axes principaux menant aux centres d'examen et interdire la stationne-

ment des véhicules près des centres d'examen», souligne la même source.

La même source a fait état de l'exploitation des différents moyens techniques modernes en vue de soutenir les patrouilles sécuritaires mobilisées pour sécuriser cet événement. La DGSN met à la disposition des citoyens le numéro vert 15-48 et celui de secours 17, outre les supports de communication numérique de la Sûreté nationale pour tout signalement.

APS

